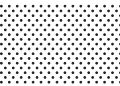

Rapport financier

PREMIER SEMESTRE **2015**



RAPPORT DE GESTION

1. Synthèse	1
2. Une offre au service d'installations et d'infrastructures plus économes en énergie	2
2.1. Mechanical and Electrical Services	2
2.2. Information & Communications Technology.....	2
2.3. Technical Facility Management.....	2
3. Croissance externe et refinancement	3
3.1. Acquisitions.....	3
3.2. Refinancement.....	3
4. Résultats financiers	4
4.1. Chiffres consolidés.....	4
4.2. Revue sectorielle	4
4.3. Résultats	4
4.4. Flux de trésorerie	5
4.5. Bilan	6
5. Perspectives	6
6. Transactions avec les parties liées	7
7. Facteurs de risques	7
8. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015)	7
9. Attestation du responsable du rapport financier semestriel au 30 juin 2015	8



1. SYNTHÈSE

La production du premier semestre 2015¹ s'est inscrite en hausse de 5,3 %, à 2,58 milliards d'euros, par rapport au premier semestre 2014. La croissance organique s'est établie à + 0,9 % (- 2,0 % à changes constants). Les acquisitions ciblées (essentiellement celles du second semestre 2014) ont représenté 108 millions d'euros – soit 4,4 % – de production supplémentaire au premier semestre 2015.

Le segment *France* a contribué à hauteur de 42 % à la production consolidée, tandis que les contributions des segments *Germany & Central Europe*, *North-Western Europe* et *Oil & Gas and Nuclear* se sont élevées respectivement à 17 %, 24 % et 16 %. Par activité, les pôles *Mechanical and Electrical Services*, *Information & Communications Technology* et *Technical Facility Management* ont représenté respectivement 45 %, 20 % et 35 % de la production au premier semestre 2015.

L'EBITA a atteint 142,7 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une progression de 7,5 % par rapport à la même période de 2014 (132,8 millions d'euros). La marge d'EBITA est ressortie à 5,5 %, en hausse de 11 points de base par rapport à son niveau du premier semestre 2014. Tous les segments de l'entreprise ont connu une augmentation de leur marge, malgré la poursuite du fléchissement des volumes en France et la dégradation, attendue, des activités Pétrole-Gaz (essentiellement dans les matériels tubulaires destinés aux pays producteurs de pétrole, ou OCTG²) au deuxième trimestre.

Le résultat opérationnel consolidé a enregistré une croissance de 14,3 %, passant de 111,1 millions d'euros à 127,0 millions d'euros. Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à (10,9) millions d'euros, contre 5,3 millions d'euros un an plus tôt, ayant été pénalisé au premier semestre 2015 par environ 73 millions d'euros d'éléments financiers exceptionnels avant impôts (dont 15,7 millions d'euros en cash), liés au refinancement du Groupe mené à l'occasion de son introduction en Bourse.

Le 1^{er} mai 2015, SPIE a finalisé l'acquisition de Numac, un leader de la prestation de services techniques et de la maintenance industrielle aux Pays-Bas. Cette opération se traduit par un apport de production de 57 millions d'euros en base annuelle³. Après la clôture semestrielle, le 22 juillet, le Groupe a finalisé l'acquisition de Leven Energy Services. Avec une production de 53 millions d'euros, Leven Energy Services offre des solutions d'ingénierie et de services aux collectivités aux opérateurs de réseaux de distribution au Royaume-Uni. L'entreprise est présente dans tous les grands domaines de services aux collectivités (électricité, eau et gaz) et étendra largement le rayon d'action de SPIE au Sud de l'Angleterre.

Le 11 juin 2015, SPIE s'est introduit avec succès sur le marché réglementé d'Euronext Paris. D'un montant de 1 033 millions d'euros, cette transaction valorisait le Groupe à 2,5 milliards d'euros à la date de l'opération. Dans le cadre de son introduction, le Groupe a levé 700 millions d'euros bruts par l'émission d'actions nouvelles. Ce montant, ainsi que de nouvelles facilités de crédit de 1 295 millions d'euros, ont servi à rembourser les facilités existantes (1 957,5 millions d'euros au total) et les frais de refinancement et d'introduction en Bourse. Le 30 juin 2015, la dette financière nette s'élevait à 1 311 millions d'euros, contre 1 251 millions d'euros fin 2014. Le levier⁴ a diminué à 3,4x en juin 2015, contre 3,5x en mars 2015 (proforma)⁵. Le succès de l'introduction en Bourse et le refinancement concomitant ont conduit les agences de notation financière Moody's et Standard & Poors à relever de deux crans, à Ba3 et BB respectivement, leur note sur SPIE, assortie de perspectives stables.

¹ La production et l'EBITA sont des indicateurs utilisés par la direction de l'entreprise pour évaluer la performance du Groupe. Veuillez vous référer à la note 6 des états financiers consolidés au 30 juin 2015 pour le rapprochement entre ces indicateurs et les agrégats comptables en vigueur.

² Oil Country Tubular Goods - Produits tubulaires pour champs pétrolifères en Angola (Sonaid, environ 3 % de la production consolidée au premier semestre 2015).

³ Sur une base 2014.

⁴ Dette nette/EBITDA des 12 derniers mois.

⁵ Chiffre proforma de la structure capitalistique postérieure à l'introduction en Bourse.

2. *UNE OFFRE AU SERVICE D'INSTALLATIONS ET D'INFRASTRUCTURES PLUS ÉCONOMES EN ÉNERGIE*

Le groupe SPIE favorise la convergence des technologies au service de l'économie verte, en capitalisant sur des installations et des infrastructures plus économes en énergie dans les domaines des Services en génie électrique et mécanique, des Services technologiques de l'information et de la communication ainsi que la Gestion des installations techniques.

2.1. Mechanical and Electrical Services

Le contrat de SPIE GmbH avec le SI-Erlebnis Centrum de Stuttgart a été renouvelé pour une durée de onze ans. Il prévoit la maintenance et la mise à niveau des systèmes d'alimentation en chauffage, climatisation et eau potable de ce centre de divertissement d'une surface de 106 000 mètres carrés, ainsi que des objectifs d'économies d'énergie.

Au Royaume-Uni, SPIE Scotshield prendra en charge la conception, l'installation et la mise en service d'un système de sécurité incendie innovant au Centre hospitalier universitaire de Glasgow. Le contrat porte également sur l'intégration des dispositifs de détection et d'alarme incendie au sein du système de gestion du bâtiment.

SPIE UK a remporté un contrat pour l'installation de nouveaux halls de données (infrastructures mécaniques et électriques, système de protection incendie, sécurité) auprès de Next Generation Data, le premier centre de données du Royaume-Uni, dont le bâtiment principal, de 70 000 mètres carrés, se situe près de Cardiff.

SPIE met un large éventail de ressources au service de la transformation du mix de production et de distribution énergétiques. Aux Pays-Bas, SPIE a remporté un contrat portant sur la construction d'une nouvelle station de 110 kV pour le compte de l'opérateur de réseau TenneT, dans le cadre d'une expansion de ses capacités de production d'énergie éolienne.

2.2. Information & Communications Technology

Sur le site chimique Chemelot de Sitech aux Pays-Bas, SPIE fournira des services de maintenance et d'expansion du réseau de téléphonie, de données et de communication industrielle (fibre optique, cuivre). En tant que prestataire de premier plan de services d'information et de communication, SPIE assurera aussi la gestion technique des équipements et infrastructures, et les services sur site liés à la téléphonie et aux postes de travail informatiques.

SPIE GmbH s'est vu confier par Finanzinformatik la responsabilité d'un centre de données « ANIMAL IV » répondant aux critères les plus exigeants en termes de disponibilité, temps de réaction et qualification du personnel.

2.3. Technical Facility Management

En Allemagne, SPIE fournira des services multitechniques sur cinq sites d'Airbus situés dans le nord du pays, représentant un total de 370 bâtiments et hangars, soit une superficie de 1,7 million de mètres carrés. Le contrat inclut l'exploitation et la maintenance des systèmes de CVC (chauffage, ventilation, climatisation), la gestion opérationnelle quotidienne des équipements et la prestation de services réactifs 24 h/24, 7j/7.

En France, SPIE s'est vu confier la maintenance multitechnique du siège mondial de L'Oréal à Clichy, qui compte huit bâtiments représentant une superficie totale de 87 000 mètres carrés.

SPIE Oil & Gas assurera l'assistance au démarrage et à la mise en service du projet Sadara en Arabie saoudite, le plus grand complexe chimique au monde, comptant 26 sites de production intégrés.



3. CROISSANCE EXTERNE ET REFINANCEMENT

3.1. Acquisitions

SPIE exerce ses activités sur un marché très fragmenté dans les différents pays où il est présent, et notamment hors de France. Le Groupe réalise des acquisitions ciblées dans le but de renforcer la densité de son réseau et d'élargir sa gamme de services et sa clientèle. Entre juillet 2006 et 2014, SPIE a procédé à 88 acquisitions ciblées qui lui ont permis d'augmenter de 1,25 milliard d'euros sa production (soit une croissance additionnelle moyenne de 3,5 % par an par rapport à la croissance organique). Cette expansion a été intégralement autofinancée, pour un montant de 460 millions d'euros en numéraire.

Conformément à cette stratégie, SPIE a finalisé l'acquisition de Numac aux Pays-Bas le 1^{er} mai 2015, pour un montant de 7,3 millions d'euros. Fondé en 1984, Numac est un leader de la maintenance industrielle et des services techniques destinés à l'industrie néerlandaise. La société propose une large gamme de services et de solutions (maintenance multitechnique, maintenance de machines de traitement des métaux, montage de panneaux et installations électriques, services d'assistance aux équipementiers). Numac offre une forte complémentarité avec SPIE Nederland en termes de base de clientèle et de savoir-faire dans la maintenance. L'entreprise compte 670 collaborateurs répartis sur 16 sites. En 2014, elle a enregistré une production de 57 millions d'euros.

Le 22 juillet, le Groupe a finalisé l'acquisition de Leven Energy Services, qui offre des solutions d'ingénierie et de services aux collectivités (remplacement de conduites, câblage sous-terrain, gestion de lignes aériennes) aux opérateurs de réseaux de distribution au Royaume-Uni. L'entreprise est présente dans tous les grands domaines de services aux collectivités (électricité, eau et gaz) et étendra largement le rayon d'action de SPIE dans le Sud de l'Angleterre. L'an dernier, Leven Energy Services, qui compte 139 employés, a réalisé une production de 36,6 millions de livres sterling (environ 53 millions d'euros).

SPIE dispose d'un large portefeuille d'opportunités d'acquisitions ciblées, avec plus de 25 projets en cours d'étude en 2015. Le Groupe envisage de réaliser de nouvelles acquisitions au second semestre 2015 dans le cadre de sa stratégie consistant à renforcer sa production de 200 millions d'euros par an sur la période 2015-2018.

3.2. Refinancement

SPIE a procédé à deux volets de restructuration financière au cours du premier semestre 2015.

Le 13 janvier 2015, le Groupe a émis un nouvel emprunt à terme de 625 millions d'euros (au taux Euribor + 4,25 %) de même qu'une tranche supplémentaire *Second Lien* de 185,6 millions d'euros (coupon de Euribor + 7,75 %) afin de rembourser les 375 millions d'euros d'obligations *High Yield* échéance août 2019 et assorties d'un coupon de 11 %, ainsi que 430,5 millions d'euros du prêt d'actionnaires assorti d'un intérêt capitalisé de 8 %. Parallèlement, une nouvelle facilité d'acquisition de 100 millions d'euros a été mise en place.

Le 11 juin 2015, à la suite du succès de l'introduction en Bourse du Groupe, les facilités existantes (B, C1, C2, E et *Second Lien*), d'un montant total de 1 760 millions d'euros ainsi que la ligne de crédit d'investissement (107,5 millions d'euros) et la ligne de crédit renouvelable (90 millions d'euros) ont été intégralement remboursées au moyen du produit de l'introduction en Bourse (700 millions d'euros bruts) et d'un nouveau prêt à terme senior (« Facilité A ») de 1 125 millions d'euros (taux Euribor + 2,625 %, sujet à ajustement). En outre, une nouvelle facilité de crédit renouvelable de 400 millions d'euros (taux Euribor + 2,525 %, sujet à ajustement) a été mise en place. Enfin, le programme de titrisation mis en place en 2007 a été prolongé de cinq ans et le montant a été porté de 300 à 400 millions d'euros.

L'introduction en Bourse a nettement amélioré la flexibilité financière du Groupe. Le levier atteint 3,4x en juin 2015 et devrait, selon les prévisions du Groupe, ressortir inférieur ou égal à 2,5x en fin d'année en incluant l'impact de l'offre réservée aux employés prévue en septembre 2015 d'un montant maximum de 32 millions d'euros après décote (abondement inclus).

4. RÉSULTATS FINANCIERS

4.1. Chiffres consolidés

La production a augmenté de 5,3 %, à 2 584,3 millions d'euros, au premier semestre 2015 par rapport aux six premiers mois de 2014. La croissance organique a atteint + 0,9 % (- 2,0 % à changes constants). Les acquisitions ciblées (principalement celles du second semestre 2014) ont renforcé de 108 millions d'euros, soit 4,4 %, la production du premier semestre.

L'EBITA a enregistré une croissance plus rapide que la production grâce à l'amélioration de 11 points de base de la marge du Groupe, à 5,5 %. Au premier semestre 2015, l'EBITA a atteint 142,7 millions d'euros, soit une hausse de 7,5 % par rapport à la même période de 2014 (132,8 millions d'euros). Tous les segments ont vu leur marge augmenter, malgré la poursuite du fléchissement des volumes en France et la dégradation, attendue, des activités pétrole et gaz (essentiellement dans les activités OCTG) au deuxième trimestre.

4.2. Revue sectorielle

Le segment **France** a continué de faire face à un environnement macroéconomique difficile. La production a reculé de 3,4 % au premier semestre, le secteur public connaissant un fléchissement constant (principalement dans le secteur de l'investissement). La part de marché a progressé dans le secteur des télécommunications et les ventes aux clients aéronautiques ont fait preuve d'une solide résilience. La marge a augmenté de six points de base, à 5,7 % grâce à une sélection rigoureuse des affaires, à la priorité accordée aux projets à plus forte valeur ajoutée et à la poursuite de la réduction des frais généraux. Du fait de l'augmentation des appels d'offres, le recul de l'activité devrait être moins marqué à la fin de l'exercice.

Sur le segment **Germany & Central Europe**, la production a augmenté de 30,8 %, grâce aux acquisitions finalisées au second semestre 2014 en Allemagne (Fleischhauer essentiellement) et en Suisse (Viscom, connectis et Softix), visant toutes à renforcer la

présence locale du Groupe dans les technologies de l'information et de la communication. La croissance organique, à changes constants, a été solide, l'ensemble des sociétés acquises ayant réalisé de bonnes performances. En Allemagne, le déploiement du modèle SPIE a été poursuivi. Les restructurations sont désormais presque achevées ; les effectifs ont été réduits de 4 % et les anciens contrats non performants ont été résiliés ou renégociés et ont été intégralement provisionnés. En outre, de nombreux contrats portant sur de petits projets ont été remportés. La marge d'EBITA du segment a progressé de 90 points de base, à 2,8 %.

Le segment **North-Western Europe** a affiché une croissance de 8,2 % de sa production, à la faveur de l'impact favorable des taux de change et de l'acquisition de Scotshield au Royaume-Uni en juillet 2014. La croissance du segment a pâti de la baisse des volumes au Maroc et au Portugal. Les volumes ont fortement augmenté aux Pays-Bas. Au Royaume-Uni, la croissance, qui avait été très dynamique au premier semestre 2014, a été stable. Le segment a vu sa marge s'accroître de 10 points de base ; cette hausse a été plus sensible au Royaume-Uni, grâce à la stricte sélection des contrats et à l'amélioration des conditions d'achat. Une revue stratégique des activités portugaises, sous-performantes, est en cours.

La production du segment **Oil & Gas and Nuclear** a progressé de 3,9 %. À taux de changes constants, la baisse de la production ressort autour de 5 %, reflétant la réduction de l'activité pétrole et gaz tandis que le développement de l'activité nucléaire est resté stable. Fin juin, les activités d'aide à l'exploitation et de maintenance de l'activité pétrole et gaz enregistraient une légère augmentation de leur production à changes constants, les livraisons de matériels tubulaires (OCTG) s'étant en revanche nettement repliées au deuxième trimestre. La marge du segment s'est accrue de 48 points de base, le pôle pétrole et gaz ayant enregistré une amélioration régulière malgré un environnement difficile, grâce à la flexibilité de sa main-d'œuvre. Dans le contexte récent du nouveau recul du prix du pétrole, les perspectives restent incertaines dans l'activité OCTG, qui représentait 19 % de la production du segment et 3 % du total consolidé.

4.3. Résultats

4.3.1. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 4,9 %, soit 125 millions d'euros, passant de 2 544,1 millions d'euros au 30 juin 2014 à 2 669,3 millions d'euros au 30 juin 2015.

Cette hausse s'explique essentiellement par la contribution des acquisitions ciblées réalisées au second semestre 2014.

Le tableau qui suit explique le passage de la production aux produits des activités ordinaires des comptes consolidés légaux. Se reporter à la note 6 des notes aux états financiers intermédiaires pour de plus amples informations.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2015	S1 2014
Production	2 584,3	2 453,5
SONAID	65,3	76,3
Activités holdings	18,3	15,7
Autres	1,4	(1,4)
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 669,3	2 544,1



4.3.2. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à 127,0 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 111,1 millions d'euros au 30 juin 2014, soit une augmentation de 14,3 %.

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre l'EBITA et le résultat opérationnel des comptes légaux (se reporter à la note 6 des notes aux états financiers intermédiaires).

Dans le *reporting* interne de la société, l'EBITA représente le résultat dégagé par les opérations courantes du Groupe avant impôt et résultat financier. L'EBITA est calculé avant amortissement des *goodwills* affectés.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2015	S1 2014
EBITA	142,7	132,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	(15,5)	(22,3)
Restructurations et activités abandonnées	0,0	(0,4)
Commissions financières	(0,9)	(0,9)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	1,9	2,3
Autres	(1,2)	(0,4)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	127,0	111,1

4.3.3. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 127,1 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 84,9 millions d'euros au 30 juin 2014.

Il a été affecté par des charges non récurrentes relatives au refinancement lors de l'introduction en Bourse, de nature *cash* (débouclage des *swaps* à hauteur de 12 millions d'euros, pénalité pour remboursement anticipé du financement *Second Lien* pour 3,7 millions d'euros) et non *cash* (amortissement des coûts d'emprunt pour 57,4 millions d'euros).

En excluant ces charges, le coût de l'endettement financier a reculé de manière significative, de 77,1 millions d'euros au premier semestre 2014 à 54,0 millions d'euros au premier semestre 2015 suite aux opérations de refinancement menées le 13 janvier 2015 et le 11 juin 2015.

4.3.4. Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt s'élève à 0,8 million d'euros au 30 juin 2015 contre 23,0 millions d'euros au 30 juin 2014 en raison de la hausse de 39,7 millions d'euros du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers, qui a plus que compensé la progression de 16,0 millions d'euros du résultat opérationnel.

4.3.5. Impôt

Une charge d'impôt de 9,7 millions d'euros a été enregistrée au 30 juin 2015, contre une charge de 16,7 millions d'euros au 30 juin 2014. L'impôt correspond à un taux d'impôt effectif de 30 % appliqué au résultat avant impôt.

4.3.6. Résultat net

Le résultat net ressort à (10,9) millions d'euros contre 5,3 millions d'euros au 30 juin 2014.

4.4. Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie nets générés par l'activité ont diminué, passant de (39,8) millions d'euros au 30 juin 2014 à (141,7) millions d'euros au 30 juin 2015. La diminution du financement du besoin de fonds de roulement (qui provient à la fois de la saisonnalité des activités du Groupe et du cycle de paiement de certaines charges de personnel et de Sécurité sociale) a été plus marquée au premier semestre 2015 qu'au premier semestre 2014. Cette évolution résulte essentiellement de paiements retardés de la part de quelques clients. Cette situation devrait être résorbée au second semestre. Les flux de trésorerie ont été par ailleurs affectés par la hausse de 11,8 millions d'euros des impôts versés à l'étranger.

Les flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement s'améliorent de 13,3 millions d'euros au 30 juin 2015 par rapport au premier semestre 2014, en raison de la baisse de 16,0 millions d'euros des sorties de trésorerie nettes liées aux acquisitions, conséquence de la diminution des opérations de fusion-acquisition ce semestre par rapport au premier semestre 2014. Les investissements ressortent à 13,9 millions d'euros, soit une augmentation

de 4,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014. Ils demeurent cependant dans la moyenne de long terme lorsqu'ils sont rapportés à la production (0,5 %).

Les flux de trésorerie nets liés aux activités de financement ressortent à (86,6) millions d'euros au 30 juin 2015, contre (58,1) millions d'euros au 30 juin 2014.

SPIE a mis en œuvre deux opérations de refinancement au premier semestre 2015. Le 13 janvier 2015, la société a obtenu 625 millions d'euros par le biais d'un nouvel emprunt à terme et 186 millions d'euros au moyen d'un financement *Second Lien*, ces fonds ayant permis de rembourser le prêt d'actionnaires de 430 millions d'euros et les Obligations *High Yield* pour un montant de 375 millions d'euros, auquel est venue s'ajouter la prime de réparation (*make-whole*) correspondante de 44 millions d'euros. Au règlement-livraison consécutif à l'introduction en Bourse, le 11 juin 2015, les fonds apportés, d'une part, par le nouvel emprunt à terme et les facilités *revolving* pour un montant total de 1 295 millions d'euros et, d'autre part, par l'augmentation de

capital de 700 millions d'euros (montant brut) ont été utilisés pour rembourser les dettes existantes, à savoir les emprunts à terme, les facilités *revolving* et le financement *Second Lien*.

Les intérêts nets versés sont passés de 52,8 millions d'euros au 30 juin 2014 à 79,8 millions d'euros au 30 juin 2015. Cette hausse provient des frais liés au débouclage des *swaps* (12 millions d'euros) et les charges d'intérêt des Obligations *High Yield* (17 millions d'euros) et de la dette LBO jusqu'à l'introduction en Bourse.

Après prise en compte de la variation des taux de change pour 10,5 millions d'euros (1,4 million d'euros au 30 juin 2014), **les flux de trésorerie nets** de la période ressortent à (239,3) millions d'euros, contre (131,2) millions d'euros au 30 juin 2014, soit une diminution de 108,1 millions d'euros, qui s'explique en grande partie par la réduction des flux de trésorerie générés par l'activité.

4.5. Bilan

Au 30 juin 2015, les capitaux propres s'élèvent à 1 205,5 millions d'euros, contre 363,2 millions d'euros au 31 décembre 2014, cette variation étant essentiellement due à l'augmentation de capital de 700 millions d'euros du 11 juin 2015.

L'endettement financier net incluant le prêt d'actionnaires au 31 décembre 2014 a baissé passant de 1 895 millions d'euros à 1 302 millions d'euros au 30 juin 2015. La dette correspondante aux termes du *Senior Facilities Agreement* totalise 1 311 millions

d'euros au 30 juin 2015 (dont 1 125 millions d'euros au titre de l'emprunt à terme *senior* (*Senior Term Loan Facility*) dont l'échéance est à cinq ans et 170 millions d'euros au titre de la *Revolving Credit Facility* dont l'échéance est également à cinq ans), contre 1 251 millions d'euros au 31 décembre 2014. Le ratio de levier financier¹ ressort à 3,4x à fin juin, soit un niveau identique à celui atteint à fin décembre 2014, mais inférieur au ratio *pro forma*² établi en mars 2015 (3,5x).

À la suite de son introduction en Bourse, les marges suivantes s'appliquent à la dette financière du Groupe.

Ratio de levier financier	Facilité revolving	Emprunt à terme senior
> 3,5x	2,525 %	2,625 %
≤ 3,5x and > 3,0x	2,275 %	2,375 %
≤ 3,0x and > 2,5x	2,025 %	2,125 %
≤ 2,5x and > 2,0x	1,775 %	1,875 %
≤ 2,0x	1,525 %	1,625 %

Le Groupe possède un profil d'endettement solide avec plus de 71 % du total consolidé des emprunts et dettes financières portant intérêt venant à échéance en juin 2020.

Le Groupe dispose également d'une position de liquidité solide qui s'appuie sur sa trésorerie (251 millions d'euros), la *Revolving Credit Facility* non utilisée à fin juin 2015 à hauteur de 230 millions d'euros et sur un potentiel de titrisation supplémentaire de 145 millions d'euros (utilisation à hauteur de 254,7 millions d'euros à la clôture du semestre).

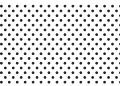
5. PERSPECTIVES

SPIE confirme ses objectifs pour 2015 : production totale du Groupe comprise entre 5,4 et 5,5 milliards d'euros, marge d'EBITA en progression de 10 points de base et ratio de cash conversion de 100 %. Par ailleurs, grâce à son important réservoir d'acquisitions,

SPIE compte réaliser des transactions supplémentaires d'ici à la fin de l'exercice et atteindre ainsi son objectif d'une production additionnelle de 200 millions d'euros en base annuelle.

¹ Endettement net au sens du *Senior Facilities Agreement*/ EBITDA des 12 derniers mois.

² *Pro forma* établi pour l'introduction en Bourse.



6. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions significatives entre parties liées au cours du 1^{er} semestre 2015, ni de modification significative des transactions entre parties liées figurant dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014.

7. FACTEURS DE RISQUES

Les facteurs de risque ne diffèrent pas de ceux identifiés dans le prospectus d'introduction, qui a reçu le visa AMF n° 15-241 le 29 mai 2015, comprenant le Document de Base enregistré le 19 mai 2015 sous le numéro I.15-038, la mise à jour du document de base enregistrée auprès de l'AMF le 29 mai 2015 sous le numéro D. 15-0408-A01, et la note d'opération.

L'information sur les facteurs de risques incluse dans la section 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et son actualisation et dans la section 2 de la Note d'Opération est complétée par l'information qui figure dans la note 19 des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2015.

8. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE (Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015)

Aux Actionnaires
SPIE SA
10, avenue de l'Entreprise
95800 Cergy

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés et vos statuts et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société SPIE SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que

ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4.1 qui expose les modalités de l'introduction en Bourse de la société ainsi que leurs impacts sur les comptes semestriels consolidés condensés.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 28 juillet 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Yan Ricaud

ERNST & YOUNG et Autres
Henri-Pierre Navas

9. *ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2015*

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés semestriels résumés présentés dans le rapport semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Le 28 juillet 2015,

M. Gauthier Louette
Président-directeur général de SPIE SA

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

1.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	4
2.	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	4
3.	BILAN CONSOLIDÉ	5
4.	TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	6
5.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	7
6.	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS	8
NOTE 1.	INFORMATION GÉNÉRALE.....	8
	Principes comptables et méthodes d'évaluation.....	8
NOTE 2.	MODALITÉS DE PRÉPARATION.....	8
2.1.	DECLARATION DE CONFORMITE	8
2.2.	PRINCIPES COMPTABLES	8
2.3.	HYPOTHÈSES CLÉS ET APPRÉCIATIONS	9
NOTE 3.	AJUSTEMENTS SUR EXERCICES ANTERIEURS.....	10
3.1.	AJUSTEMENTS LIÉS AUX PROVISIONS POUR INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE DES SOCIÉTÉS SUISSES DU GROUPE	10
3.2.	IMPACTS APPLICATION IFRIC 21.....	11
	Événements significatifs de la période.....	12
NOTE 4.	ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE	12
4.1.	INTRODUCTION EN BOURSE en date du 10 juin 2015	12
4.2.	CROISSANCE EXTERNE	13
4.3.	PROCESSUS DE REFINANCEMENT DE LA DETTE FINANCIÈRE	13
NOTE 5.	ACQUISITIONS ET CESSIONS	13
5.1.	SOCIÉTÉS ACQUISES NON CONSOLIDÉES.....	13
5.2.	NOUVELLES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	13
5.3.	SOCIÉTÉS CÉDÉES.....	14
	Information Sectorielle	15
NOTE 6.	INFORMATION SECTORIELLE.....	15
6.1.	INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL	15
6.2.	ACTIFS NON COURANTS PAR SECTEUR OPERATIONNEL	16
6.3.	PERFORMANCE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	16
6.4.	INFORMATIONS CONCERNANT LES CLIENTS IMPORTANTS	16
	Notes sur le compte de résultat consolidé.....	17
NOTE 7.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	17
NOTE 8.	COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	17

NOTE 9.	IMPOTS	18
9.1.	TAUX D'IMPÔT	18
9.2.	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	18
NOTE 10.	ACTIFS EN COURS DE CESSION ET ACTIVITES ABANDONNEES	18
NOTE 11.	RESULTAT PAR ACTION.....	19
11.1.	RESULTAT DISTRIBUABLE.....	19
11.2.	NOMBRE D' ACTIONS	19
11.3.	RESULTAT PAR ACTION	20
NOTE 12.	DIVIDENDES	20
Notes sur le bilan consolidé		21
NOTE 13.	GOODWILLS	21
NOTE 14.	ACTIFS INCORPORELS.....	22
14.1.	ACTIFS INCORPORELS – VALEURS BRUTES	22
14.2.	ACTIFS INCORPORELS – AMORTISSEMENTS ET VALEURS NETTES	23
NOTE 15.	CAPITAUX PROPRES	24
NOTE 16.	PROVISIONS.....	26
16.1.	PROVISIONS POUR AVANTAGES ACCORDÉS AU PERSONNEL	26
16.2.	AUTRES PROVISIONS.....	26
NOTE 17.	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	28
NOTE 18.	ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	29
18.1.	TITRES NON CONSOLIDÉS	29
18.2.	TRESORERIE NETTE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	29
18.3.	DETAIL DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	30
18.4.	ECHEANCIER DES PASSIFS FINANCIERS	32
18.5.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE.....	33
NOTE 19.	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	33
19.1.	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	33
19.2.	RISQUE DE TAUX	34
19.3.	RISQUE DE CHANGE	34
19.4.	RISQUE DE CONTREPARTIE.....	36
19.5.	RISQUE DE LIQUIDITE	36
Autres notes		37
NOTE 20.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	37
NOTE 21.	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	37
21.1.	ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE LOCATION.....	37
21.2.	GARANTIES OPÉRATIONNELLES	37
21.3.	NANTISSEMENT DES TITRES DE PARTICIPATION	37
NOTE 22.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	37

1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014 Retraité*
Produits des activités ordinaires	6	2 669 349	2 544 121
Autres produits de l'activité		13 514	16 295
Charges opérationnelles		(2 554 900)	(2 448 917)
Résultat opérationnel courant		127 963	111 499
Autres produits et charges opérationnels	7	(1 053)	(597)
Résultat opérationnel		126 910	110 902
Profit / (perte) des participations mises en équivalence (MEE)		113	180
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des MEE		127 023	111 082
Coût de l'endettement financier net	8	(127 106)	(84 923)
Autres produits et charges financiers	8	(720)	(3 184)
Résultat avant impôt		(803)	22 975
Impôts sur les résultats	9	(9 711)	(16 666)
Résultat net des activités poursuivies		(10 514)	6 309
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	10	(372)	(1 016)
RESULTAT NET		(10 886)	5 293
Résultat net des activités poursuivies attribuable :			
. Aux actionnaires de la Société		(9 642)	5 425
. Aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(872)	884
		(10 514)	6 309
Résultat net attribuable :			
. Aux actionnaires de la Société		(10 014)	4 409
. Aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(872)	884
		(10 886)	5 293

* 2014 Retraité, cf. Note 3

2. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014 Retraité*
Résultat net		(10 886)	5 293
Écarts actuariels sur les engagements postérieurs à l'emploi		(7 601)	-
Impact fiscal		1 597	-
Éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net		(6 004)	0
Variation des écarts de conversion		(3 151)	(907)
Variation de juste valeur des flux de trésorerie futurs		13 656	(473)
Autres			
Impact fiscal		(4 784)	165
Éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net		5 721	(1 215)
TOTAL RÉSULTAT GLOBAL		(11 169)	4 078
Attribuable :			
. Aux actionnaires de la société		(10 650)	3 184
. Aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(519)	894

* 2014 Retraité, cf. Note 3

3. BILAN CONSOLIDÉ

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	31 déc. 2014 Retraité*
Actifs non courants			
Actifs incorporels	14	795 803	813 131
Goodwills	13	2 135 822	2 123 153
Actifs corporels		106 588	108 311
Titres mis en équivalence		2 796	2 858
Titres non consolidés et prêt à long terme	18	42 584	53 284
Autres actifs financiers non courants		9 150	8 972
Impôts différés actifs	9	239 683	229 365
Total actifs non courants		3 332 426	3 339 074
Actifs courants			
Stocks		28 971	29 824
Créances clients		1 609 107	1 555 277
Total créances d'impôt		17 356	13 965
Autres actifs courants		364 170	304 540
Autres actifs financiers courants		8 722	7 968
Actifs financiers de gestion de trésorerie	18	19 736	249 229
Disponibilités et équivalents de trésorerie	18	252 050	260 903
Total actifs courants des activités poursuivies		2 300 112	2 421 706
Actifs destinés à être cédés	10	7 421	7 994
Total actifs courants		2 307 533	2 429 700
TOTAL ACTIFS		5 639 959	5 768 774

* 2014 Retraité, cf. Note 3

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	31 déc. 2014 Retraité*
Capitaux Propres			
Capital Social	15	69 558	39 634
Primes liées au capital		1 122 822	356 708
Autres réserves		16 863	(21 813)
Résultat net - part du Groupe		(10 014)	(18 360)
Capitaux propres - part du Groupe		1 199 229	356 169
Intérêts ne conférant pas le contrôle		6 290	7 042
Total capitaux propres		1 205 519	363 211
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières	18	1 128 856	1 223 172
Provisions non courantes	16	76 455	79 923
Engagements envers le personnel		280 703	259 378
Autres passifs long terme		4 780	4 196
Impôts différés passifs	9	288 722	305 607
Passifs non courants		1 779 516	1 872 276
Passifs courants			
Fournisseurs	17	846 640	925 041
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	18	444 761	1 182 236
Provisions courantes	16	107 354	115 499
Dettes d'impôt	17	23 741	32 067
Autres passifs courants	17	1 223 505	1 269 363
Total passifs courants des activités poursuivies		2 646 001	3 524 206
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	10	8 923	9 081
Total passifs courants		2 654 924	3 533 287
TOTAL PASSIFS		5 639 959	5 768 774

* 2014 Retraité, cf. Note 3

4. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014 Retraité*
TRÉSORERIE D'OUVERTURE		493 598	385 336
Opérations d'exploitation			
Résultat net total consolidé		(10 886)	5 292
Elimination du résultat des mises en équivalence		(113)	(180)
Elimination des amortissements et provisions		23 933	22 957
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		3 220	(703)
Elimination des produits de dividendes		-	-
Elimination de la charge (produit) d'impôt		8 740	15 621
Elimination du coût de l'endettement financier net		127 077	84 924
Autre produits et charges sans incidence en trésorerie		(5 474)	(3 941)
Capacité d'autofinancement		146 497	123 970
Impôts payés		(35 687)	(23 892)
Incidence de la variation du BFR		(252 720)	(139 905)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		175	-
Flux de trésorerie net généré par l'activité		(141 735)	(39 827)
Opérations d'investissements			
Incidence des variations de périmètre		(10 286)	(26 326)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(13 880)	(9 646)
Acquisition d'actifs financiers		(138)	(470)
Variation des prêts et avances consentis		2 743	841
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		287	178
Cession d'actifs financiers		8	796
Dividendes reçus		-	-
Flux de trésorerie net liés aux opérations d'investissement		(21 266)	(34 627)
Opérations de financement			
Augmentation de capital		700 000	-
Frais d'augmentations de capital		(11 347)	-
Émission d'emprunts		2 163 345	52 794
Remboursement d'emprunts		(2 858 772)	(58 073)
Intérêts financiers nets versés		(79 827)	(52 757)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-	-
Dividendes payés aux minoritaires		-	(84)
Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(86 601)	(58 120)
Incidence de la variation des taux de change		10 476	1 383
Incidence des changements de principes comptables		(137)	-
Variation nette de trésorerie		(239 263)	(131 191)
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	18	254 335	254 145

* 2014 Retraité, cf. Note 3

Notes au tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie présenté ci-dessus inclut les activités abandonnées ou en cours de cession, dont l'impact est fourni en Note 18.2.

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros excepté pour le nombre d'actions</i>	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes liées au capital	Réserves consolidées	Réserves de conversion groupe	Réserves de couverture	Autres réserves	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
AU 31 DÉCEMBRE 2013	39 634 070	39 634	356 708	41 766	(339)	(11 167)	(15 124)	411 477	8 065	419 542
Résultat net				(18 360)	-	-	-	(18 360)	(251)	(18 611)
Autres éléments du résultat global					625	1 422	(37 513)	(35 466)	416	(35 050)
Résultat global		-	-	(18 360)	625	1 422	(37 513)	(53 826)	165	(53 661)
Dividendes					-	-	-	-	(1 189)	(1 189)
Émission d'actions			-		-	-	-	-	-	-
Variations de périmètres et autres				(1 483)	-	-	-	(1 483)	1	(1 482)
Autres mouvements					-	-	-	-	-	-
AU 31 DÉCEMBRE 2014 RETRAITÉ*	39 634 070	39 634	356 708	21 923	285	(9 745)	(52 637)	356 169	7 042	363 211
Résultat net				(10 014)	-	-	-	(10 014)	(872)	(10 886)
Autres éléments du résultat global					(3 504)	8 872	(6 004)	(636)	353	(283)
Résultat global		-	-	(10 014)	(3 504)	8 872	(6 004)	(10 650)	(519)	(11 169)
Dividendes					-	-	-	-	-	-
Émission d'actions					-	-	-	-	-	-
- Émission primaire	42 424 242	19 673	660 327	6 886				686 886	-	686 886
- Capitalisation de prêt actionnaire	10 672 387	4 949	171 145					176 094	-	176 094
Variations de périmètres et autres					-	-	-	-	(233)	(233)
- Restructurations juridiques**	18 416 100	5 302	(65 358)	50 788				(9 268)	-	(9 268)
- Division de la valeur nominal des actions ordinaires	38 853 201							-	-	-
Autres mouvements					-		(2)	(2)		(2)
AU 30 JUIN 2015	150 000 000	69 558	1 122 822	69 583	(3 219)	(873)	(58 643)	1 199 229	6 290	1 205 519

* 2014 Retraité, cf. Note 3

** Restructurations juridiques dans le cadre de l'introduction en bourse

Note au tableau de variation des capitaux propres consolidés

Cf. Note 15

6. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1. INFORMATION GÉNÉRALE

Le Groupe SPIE, qui opère sous la marque commerciale SPIE, est le leader indépendant européen des services en génie électrique, mécanique et climatique, de l'énergie et des systèmes de communication.

La société SPIE SA est une société anonyme, immatriculée à Cergy (France).

Le principal actionnaire est la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Clayax Acquisition Luxembourg 5 SCA qui détient 63 774 470 actions SPIE SA, soit 42,5% du capital et des droits au 30 juin 2015.

Les comptes consolidés du Groupe SPIE ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2015.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

NOTE 2. MODALITÉS DE PRÉPARATION

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés semestriels condensés du Groupe ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Reporting Financier Intermédiaire ». S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, qui ont été préparés en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés semestriels du Groupe sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2014 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, exceptions faites des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires et des nouvelles normes et interprétations.

Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1er janvier 2015

- IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ». Les impacts liés à l'application rétrospective de cette norme sont décrits dans la Note 3.2.

Normes et interprétations émises mais d'application non encore obligatoire au 1er janvier 2015

Les normes, interprétations et amendements déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne sont les suivants :

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- IAS 16 et IAS 38 amendées « Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables » ;

- IFRS 10 et IAS 28 amendées « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou co-entreprise » ;
- Amendement IAS 1 « Présentation des états financiers - initiative informations à fournir ».

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes.

Dépréciations d'actifs

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2015, par conséquent, aucun test de dépréciation d'actifs n'a été réalisé à cette date.

Engagements de retraite et avantages assimilés

La provision nette sur engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture intermédiaire sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles est réalisée afin de tenir compte des évolutions significatives éventuelles de la période ou d'impacts ponctuels.

Impôt sur les bénéfices

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) sur le résultat est calculée sur la base du taux d'impôt qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2015.

Saisonnalité

Les besoins en fonds de roulement du Groupe sont saisonniers, bien qu'ils soient négatifs en raison de la structure des contrats conclus avec les clients et de la politique dynamique du Groupe en matière de facturation et de recouvrement des créances. Généralement, le flux de trésorerie du Groupe est négatif au cours du premier semestre de l'exercice en raison de la saisonnalité de l'activité du Groupe (qui est généralement moindre au cours du premier semestre), ainsi que du cycle de paiement de certaines charges de personnel et charges sociales.

A l'inverse, le flux de trésorerie est généralement positif au second semestre en raison du niveau d'activité plus élevé impliquant une facturation et des encaissements plus élevés.

2.3. HYPOTHÈSES CLÉS ET APPRÉCIATIONS

L'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de la période.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses clés et aux appréciations portent sur les pertes de valeur des goodwill, les avantages du personnel, la reconnaissance du revenu et de la marge sur les contrats de services à long terme, les provisions pour risques et charges et la reconnaissance des impôts différés actifs.

NOTE 3. AJUSTEMENTS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

3.1. AJUSTEMENTS LIÉS AUX PROVISIONS POUR INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE DES SOCIÉTÉS SUISSES DU GROUPE

La loi fédérale suisse sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité oblige tous les employeurs suisses à souscrire des régimes de retraite professionnels qui satisfont certaines normes minimales. Ces normes sont fixées par le gouvernement et reposent sur des plans de pensions à prestations définies, au titre desquels les cotisations versées par l'employeur et l'employé sont accumulées dans un compte d'épargne retraite avec un taux d'intérêt nominal. Les comptes d'épargne sont administrés par des institutions de prévoyance professionnelle (les fonds de pension) associées à l'employeur. À la retraite, l'épargne accumulée est convertie en une pension résultant d'un taux de conversion. Selon la loi, les institutions de prévoyance professionnelle doivent veiller à ce qu'elles puissent répondre à leurs obligations en tout temps. Comme les exigences légales minimales entraînent toutefois un risque inhérent de sous-financement et un risque potentiel que l'employeur soit amené à payer des cotisations supplémentaires à l'institution de prévoyance afin d'éliminer les déficits potentiels, les régimes de retraite professionnels suisses doivent être comptabilisés comme des régimes à prestations définies, en application de la norme IAS19.

Les plans de pensions en Suisse des sociétés du Groupe SPIE sont administrés par des compagnies d'assurance offrant des solutions entièrement sécurisées qui minimisent le risque que ces sociétés soient en situation de payer des cotisations complémentaires aux prestations déjà accumulées.

Pour cette raison, quatre sociétés suisses du Groupe SPIE n'avaient pas reconnu dans leur passif les contributions connexes issues de l'application de la norme IAS19.

Sont concernées les sociétés suisses suivantes : SPIE Suisse (créée en 2008), Electrotech (acquise en 2002), Hamard (acquise en 2008), Fanac & Robas (acquise en 2010).

Cette situation a été reflétée dans les comptes du Groupe au 1er janvier 2015.

L'impact de ces ajustements sur les comptes de 2014 porte sur les postes suivants :

- Du Bilan consolidé au 31 décembre 2014
 - o Au Passif
 - une augmentation du poste « Engagements envers le personnel » de 3 610 milliers d'euros, qui passe de 255 768 milliers d'euros dans les comptes du 31 décembre 2014 publiés à 259 378 milliers d'euros dans les comptes du 31 décembre 2014 retraités ;
 - une réduction des « Capitaux Propres – part du Groupe » de 2 755 milliers d'euros, qui passent de 355 777 milliers d'euros dans les comptes du 31 décembre 2014 publiés à 353 022 milliers d'euros dans les comptes du 31 décembre 2014 retraités;

- À l'Actif
 - une augmentation du poste « Impôts différés actifs » de 855 milliers d'euros, qui passe de 230 163 milliers d'euros dans les comptes du 31 décembre 2014 publiés à 231 018 milliers d'euros dans les comptes du 31 décembre 2014 retraités ;
- Du Compte de Résultat au 30 juin 2014
 - Le « Résultat Net » est réduit de 2 milliers d'euros, dont une augmentation de 18 milliers d'euros du Résultat opérationnel courant, une dégradation de 17 milliers d'euros sur le poste « Autres produits et charges financiers » et un accroissement de la charge d'impôts de 3 milliers d'euros

Les états financiers, au 31 décembre 2014 (et ceux au 30 juin 2014) présentés en comparaison du 30 juin 2015 sont retraités conformément à la présente Note 3.1.

3.2. IMPACTS APPLICATION IFRIC 21

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2015, les dispositions de l'IFRIC 21 « Droits et taxes » qui introduit des modifications dans la comptabilisation des passifs relatifs aux droits et taxes payés à une autorité publique.

L'impact de l'application de cette norme a conduit le Groupe à corriger sa situation nette d'ouverture du montant des taxes qui entrent dans le champ d'application de cette norme. L'incident sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 s'élève à +3 147 milliers d'euros net d'impôt.

Événements significatifs de la période

NOTE 4. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

4.1. INTRODUCTION EN BOURSE en date du 10 juin 2015

Dans le cadre du projet d'introduction en bourse (IPO – Initial Public Offering) de la société SPIE SA sur le marché réglementé d'Euronext Paris, l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) a apposé son visa n°15-241 en date du 29 mai 2015 sur le prospectus mis à sa disposition et composé :

- du document de base enregistré le 19 mai 2015 sous le numéro I.15-038 ;
- de l'actualisation du document de base déposée auprès de l'AMF le 29 mai 2015 sous le numéro D.15-0408-A01 ;
- d'une note d'opération et d'un résumé du prospectus inclus dans la note d'opération visée par l'AMF le 29 mai 2015.

La société a été introduite sur le marché Euronext Paris le 10 juin 2015.

L'opération a permis le placement sur le marché de :

- o 42 424 242 actions ordinaires nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire, d'un montant de 700 millions d'euros, prime d'émission incluse,
- o 20 179 930 actions existantes cédées par les actionnaires Clayax Acquisition Luxembourg 1 S.à r.l, les Managers du Groupe SPIE et les salariés à travers le FCPE SPIE Actionnariat 2011.

Sur la base du prix d'introduction de 16,50 euros par action, la capitalisation boursière de SPIE s'est élevée à environ 2,5 milliards d'euros.

A la date de règlement-livraison des actions offertes, le 11 juin 2015, les opérations suivantes sont intervenues:

- a) Réorganisation juridique post-IPO du Groupe

Jusqu'au 11 juin 2015, les sociétés du Management (SPIE 20 RA SAS, SPIE 20 PP SAS, SPIE 350 PP SCA et SPIE 350 RA SCA) portaient l'actionnariat des cadres et dirigeants du Groupe. Un instant de raison avant l'opération de règlement-livraison, les quatre sociétés du Management ont été fusionnées dans SPIE SA. La rémunération des éléments d'actifs et de passifs apportés par chacune des sociétés absorbées a été effectuée en actions ordinaires SPIE SA, selon le rapport d'échange entre les actions de chacune des sociétés du Management et celles de SPIE SA au prix d'introduction en bourse.

D'autre part, par souci de simplification de l'organisation du Groupe, les sociétés holding Clayax Acquisition 3 SAS et Clayax Acquisition 4 SAS, respectivement filiales directe et indirecte de SPIE SA, ont également été fusionnées dans SPIE SA suite à l'introduction en bourse du Groupe, avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

- b) Refinancement

En date du 11 juin 2015, le Groupe a procédé au remboursement de toutes les lignes de financement relatives au Contrat de Crédit Senior daté du 18 août 2011 et de ses avenants ultérieurs, ainsi que de son Financement

Second Lien conclu le 19 décembre 2014. En remplacement, le Groupe a tiré de nouvelles lignes de financement régies par un nouveau Contrat de Crédit Senior signé le 15 mai 2015 (voir Note 18.3).

Au 30 juin 2015, la part du flottant (voir Note 15) s'élève à 41,7% du capital.

4.2. CROISSANCE EXTERNE

Le 1^{er} mai 2015 SPIE a acquis le groupe Numac pour une contrepartie transférée de 7 334 milliers d'euros. Créé en 1984, Numac est un prestataire de services techniques et de maintenance industrielle majeur aux Pays-Bas. La société propose un portefeuille complet de services et de solutions par l'intermédiaire de ses quatre filiales : maintenance pluridisciplinaire, maintenance de machines de traitement des métaux, montage de panneaux et installation électrique, services d'assistance pour les équipementiers. Le groupe, dont le siège est situé à Venray (est des Pays-Bas), emploie plus de 670 personnes sur 16 sites nationaux et affichait, en 2014, un chiffre d'affaires de 57 millions d'euros.

À ce titre, le 30 avril 2015, le Groupe a effectué un tirage sur la nouvelle ligne de financement ACF2 mise en place le 13 janvier 2015, pour un montant de 7 500 milliers d'euros.

4.3. PROCESSUS DE REFINANCEMENT DE LA DETTE FINANCIÈRE

Le Conseil d'Administration de SPIE SA en date du 3 décembre 2014 avait adopté des décisions, qui consistent à procéder à des opérations de refinancement de la dette du Groupe, qui se sont concrétisées le 13 janvier 2015 selon les modalités décrites à la note 18.3.

NOTE 5. ACQUISITIONS ET CESSIIONS

Les variations du périmètre de consolidation incluent :

- Les sociétés acquises durant la période ;
- Les sociétés acquises au cours de périodes précédentes et qui n'ont pas les ressources nécessaires à la production d'informations financières conformes aux standards du Groupe dans les temps impartis. Ces sociétés entrent dans le périmètre de consolidation dès que ces informations financières sont disponibles ;
- Les sociétés nouvellement créées.

5.1. SOCIÉTÉS ACQUISES NON CONSOLIDÉES

Il n'y a aucune société acquise non consolidée au 30 juin 2015.

5.2. NOUVELLES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Le Groupe a créé le 20 février 2015, la société SPIE Oil and Gas Services Limited au Royaume-Uni. Celle-ci a été consolidée dans les états financiers au 30 juin 2015.

Le Groupe a acquis le 1^{er} mai 2015 l'activité du Groupe Numac aux Pays-Bas (cf. Note 4.2). Cette acquisition a été consolidée dans les états financiers semestriels dès sa prise de contrôle.

5.3. SOCIÉTÉS CÉDÉES

Le 29 janvier 2015, le Groupe a cédé la société française GB Analyse Industrielle, représentant un chiffre d'affaires de 365 milliers d'euros pour l'année 2014.

Le 17 juin 2015, le groupe a cédé la société allemande Stadion Nürnberg Betriebs GmbH, représentant un chiffre d'affaires de 5 739 milliers d'euros pour l'année 2014.

Information Sectorielle

NOTE 6. INFORMATION SECTORIELLE

L'information synthétique destinée à l'analyse stratégique et à la prise de décision de la Direction Générale du Groupe (notion de principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8) est articulée autour des indicateurs de production et d'EBITA déclinés par secteur opérationnel.

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

La production telle que présentée dans le reporting interne représente l'activité opérationnelle réalisée par les sociétés du Groupe, notamment en intégrant proportionnellement les filiales comportant des actionnaires minoritaires ou étant consolidées par mise en équivalence.

L'EBITA, tel que présenté dans le reporting interne, représente le résultat dégagé par les opérations pérennes du Groupe avant impôts et résultat financier. Il se calcule avant amortissement des goodwill affectés (marques et carnets de commandes et clientèles). La marge est exprimée en pourcentage de la production.

<i>En millions d'euros</i>	France	Germany and Central Europe	North-Western Europe	Oil & Gas et Nucléaire	Holdings	TOTAL
Janvier à juin 2015						
Production	1 086,3	447,2	631,2	419,6	-	2 584,3
EBITA	62,1	12,5	21,6	37,1	9,4	142,7
<i>EBITA en % de la production</i>	5,7%	2,8%	3,4%	8,8%	n/a	5,5%
Janvier à juin 2014						
Production	1 124,1	341,8	583,6	404,0	-	2 453,5
EBITA	63,6	6,5	19,4	33,8	9,5	132,8
<i>EBITA en % de la production</i>	5,7%	1,9%	3,3%	8,4%	n/a	5,4%

Rapprochement entre production et produits des activités ordinaires des états consolidés

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014
Production	2 584,3	2 453,5
SONAID	(a) 65,3	76,3
Activités holdings	(b) 18,3	15,7
Autres	(c) 1,4	(1,4)
Produits des activités ordinaires	2 669,3	2 544,1

- (a) La société SONAID est en intégration globale dans les comptes consolidés alors qu'elle est intégrée à hauteur de son pourcentage d'intérêt en gestion (55%).
- (b) Chiffre d'affaires hors Groupe de SPIE Operations, de la SNC Parc St Christophe et autres entités non opérationnelles.
- (c) Refacturation des prestations effectuées par les entités du Groupe vers des co-entreprises non gérées ; refacturation hors groupe ne relevant pas de l'activité opérationnelle (essentiellement refacturation de dépenses pour compte) ; production réalisée par des sociétés intégrées par mise en équivalence.

Rapprochement entre EBITA et résultat opérationnel consolidé

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014
EBITA	142,7	132,8
Amortissement des goodwills affectés	(15,5)	(22,3)
Activités abandonnées et réorganisations	-	(0,4)
Commissions de nature financière	(0,9)	(0,9)
Intérêts minoritaires	1,9	2,3
Autres	(1,2)	(0,4)
Résultat opérationnel	127,0	111,1

6.2. ACTIFS NON COURANTS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Les actifs non courants des secteurs opérationnels sont composés des immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que des goodwills alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie.

<i>En milliers d'euros</i>	France	Germany & CE	North-Western Europe	Oil & Gas - Nuclear	Holdings	TOTAL
30 juin 2015	274 698	265 817	121 804	43 111	2 332 784	3 038 214
31 décembre 2014	278 429	268 914	114 198	41 083	2 341 971	3 044 595

6.3. PERFORMANCE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Les produits et services externes sont présentés en fonction de la localisation géographique des clients.

<i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Reste du monde	TOTAL
Janvier à juin 2015				
Produits des activités ordinaires du Groupe	1 276 188	345 061	1 048 100	2 669 349
Janvier à juin 2014				
Produits des activités ordinaires du Groupe	1 297 824	314 927	931 370	2 544 121

6.4. INFORMATIONS CONCERNANT LES CLIENTS IMPORTANTS

Aucun client externe ne représente plus de 10% des produits des activités ordinaires du Groupe.

Notes sur le compte de résultat consolidé

NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels sont constitués de :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014
Résultat sur cession de participations	(a)	(2 717)	788
Autres produits et charges opérationnels	(b)	1 664	(1 366)
Coûts liés aux regroupements d'entreprises		-	(19)
Autres produits et charges opérationnels		(1 053)	(597)

(a) Le « Résultat sur cession de participations » correspond à la liquidation de titres détenus par SPIE Batignolles T.P. au Chili (2 918 milliers d'euros) ainsi qu'à la cession de la société Stadion Nürnberg Betriebs GmbH.

(b) Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à la reprise de provisions sur les titres de l'entité chilienne liquidée par SPIE Batignolles T.P. (2 917 milliers d'euros), ainsi qu'à des pénalités.

NOTE 8. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le coût de l'endettement financier net et les autres produits et charges financiers sont constitués de :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	1 ^{er} Semestre 2015	1 ^{er} Semestre 2014
Charges d'intérêts (y compris locations financières)		(127 681)	(85 019)
Produits et charges d'intérêts sur les équivalents de trésorerie		533	12
Produits nets de cessions de VMP		42	84
Coût de l'endettement financier net	(a)	(127 106)	(84 923)
Gains de change nets		1 378	(1 661)
Perte de valeurs des actifs financiers, dotations nettes aux provisions financières	(b)	487	(2 420)
Dividendes reçus		-	-
Réévaluation d'actifs financiers		-	-
Autres	(c)	(2 585)	897
Autres produits et charges financiers		(720)	(3 184)

(a) Le coût de l'endettement financier est composé des charges et produits d'intérêts au titre des emprunts, des équivalents de trésorerie ainsi que des charges et produits nets des cessions de valeurs mobilières de placement. La variation entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015 (57,4 millions d'euros) résulte de la prise en compte de résultat des frais rattachés aux financements remboursés sur la période, y compris les coûts de renégociation des dettes du 13 janvier 2015. (cf. Note 18.3)

(b) Les dotations nettes aux provisions financières incluent la partie financière des provisions pour indemnité de fin de carrière pour un montant de (2 431) milliers d'euros ainsi que la reprise de provision sur la créance sur SB Chile Ltda par SPIE Batignolles TP pour un montant de 2 788 milliers d'euros.

(c) La ligne « autres » comprend essentiellement la perte sur créance liée à SB Chile Ltda pour un montant de (2 788) milliers d'euros.

NOTE 9. IMPOTS

9.1. TAUX D'IMPÔT

Le taux d'impôt effectif sur les sociétés appliqué pour la période close le 30 juin 2015 s'établit à 30%, en ligne avec les taux d'imposition des exercices 2014 et 2013 retraités des éléments non récurrents. A la charge d'impôts calculée par application de ce taux effectif, s'ajoute le montant de la CVAE de la période.

9.2. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

La charge d'impôt se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} Semestre 2015	1^{er} Semestre 2014
Charge d'impôt au compte de résultat		
Impôt courant	(30 040)	(28 636)
Impôt différé	20 329	11 970
(Charge) / produit d'impôt au compte de résultat	(9 711)	(16 666)
Charge d'impôt dans les autres éléments du résultat global		
Produit / (perte) net sur les dérivés des flux de trésorerie	(4 784)	165
Produit / (perte) net sur les avantages postérieurs à l'emploi	1 597	-
(Charge) / produit d'impôt au compte de résultat global	(3 187)	165

NOTE 10. ACTIFS EN COURS DE CESSIION ET ACTIVITES ABANDONNÉES

Les actifs en cours de cession et activités abandonnées Groupe nécessitant l'application de la norme IFRS 5 sont les suivants :

- Foraid Algérie, dont le processus de cession a été initié en 2011 est toujours en cours au 30 juin 2015.
- Les sociétés Advago SA et SPIE Hellas SA (Ex Hochtief Facility Management Hellas SA) situées en Grèce qui ont été acquises avec l'ensemble de l'activité Services Solutions du groupe Hochtief en date du 6 septembre 2013. Le processus de cession a été initié en 2014 et est toujours en cours au 30 juin 2015.
- SGTE Ingénierie, dont la liquidation a été initiée en 2007 est toujours en cours au 30 juin 2015.

Sociétés classées en encours de cession en 2014 et n'ayant plus d'impact sur les comptes de 2015 :

- Le Système d'Aide à l'Exploitation et l'Information des Voyageurs (« SAEIV ») consiste en une activité de conception, d'installation et de maintenance de systèmes embarqués (hardware et software) pour des matériels de transport collectif urbain (gestion de flotte, informations usagers et conducteurs). L'activité a été cédée le 16 octobre 2014.
- SPIE Oil & Gas Services UK, filiale de SPIE Oil & Gas Services, pour laquelle un processus de cession a été engagé au début de l'exercice 2013 a été liquidée le 11 novembre 2014.

De ce fait, au 30 juin 2015, les comptes des sociétés SGTE Ingénierie, Foraid Algérie, Advago, SPIE Hellas, au titre des activités abandonnées sont reclassés sur une ligne distincte du compte de résultat, représentant le résultat net contributif de ces activités.

Les actifs et passifs de ces activités ont été reclassés respectivement sur les lignes «Actifs non courants et Groupes d'actifs destinés à être cédés» et «Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés» du bilan

consolidé au 30 juin 2015. Les actifs et passifs de ces activités ont été évalués à leur juste valeur diminuée des éventuels coûts de la vente ou de la cession de ces actifs. Les contributions des sociétés et activités concernées par ce reclassement sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} Semestre 2015		1^{er} Semestre 2014	
	Produits des activités ordinaires	Contribution au résultat	Produits des activités ordinaires	Contribution au résultat
SAEIV	-	-	959	(707)
SGTE Ingénierie	-	(18)	-	(18)
FORAID Algérie	2 100	(62)	3 147	42
Advago & SPIE Hellas - Grèce	2 291	(291)	2 150	(333)
TOTAL	4 391	(371)	6 256	(1 016)

NOTE 11. RÉSULTAT PAR ACTION

11.1. RÉSULTAT DISTRIBUABLE

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2015	30 Juin 2014	31 Déc. 2014
Activités poursuivies			
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de la Société (exclus minoritaires)	(9 642)	5 425	(15 639)
Résultat des activités poursuivies distribuable aux actionnaires de la Société, utilisé pour le calcul du résultat par action	(9 642)	5 425	(15 639)
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession attribuable aux actionnaires de la Société	(372)	(1 016)	(2 722)
Total activités			
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de la Société (exclus minoritaires)	(10 014)	4 409	(18 361)
Résultat distribuable aux actionnaires de la Société, utilisé pour le calcul du résultat par action	(10 014)	4 409	(18 361)

11.2. NOMBRE D' ACTIONS

	30 Juin 2015	30 Juin 2014	31 Déc. 2014
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action	104 636 465	98 966 072	98 966 072
Effet des instruments dilutifs	-	-	-
Nombre moyen dilué d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action	104 636 465	98 966 072	98 966 072

En application de la norme « IAS 33 – Résultat par action », le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du 1^{er} semestre 2015 et pendant toutes les périodes présentées a été ajusté des événements qui ont modifié le nombre d'actions en circulation sans toutefois générer de modification correspondante en termes de ressources pour l'entité.

A ce titre, la division de la valeur nominale des actions ordinaires de la société SPIE SA en date du 09 juin 2015, afin de la ramener de un euro (1€) à environ 0,46 euro par action ordinaire, a entraîné la multiplication corrélative du nombre initial des actions ordinaires composant le capital social de la société SPIE SA, qui est passé ainsi de 33 596 102 actions ordinaires à un nombre total de 72 449 303. A des fins de comparabilité, ce nouveau nombre d'actions existantes a été retenu pour toutes les périodes présentées pour le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Par ailleurs, pour toutes les périodes présentées, les 4 337 968 Actions de Préférence A (ADP A) et les 1 700 000 Actions de Préférence B (ADP B) existantes jusqu'au 11 juin 2015, date de leur annulation, ont été prises en compte pour un montant total équivalent à 26.516.769 Actions Ordinaires. Ce nombre d'Actions Ordinaires résulte de la parité d'échange appliquée en rémunération de l'apport des ADP A & B par les sociétés SPIE 20 & SPIE 350 lors de leurs fusions-absorptions par SPIE SA, le 11 juin 2015.

Aucun instrument dilutif n'a été émis par la société mère au cours du premier semestre 2015.

11.3. RÉSULTAT PAR ACTION

<i>En euros</i>	30 Juin 2015	30 Juin 2014	31 Déc. 2014
Activités poursuivies			
. Résultat de base par action	(0,10)	0,06	(0,16)
. Résultat dilué par action	(0,10)	0,06	(0,16)
Activités abandonnées ou en cours de cession			
. Résultat de base par action	0,00	(0,01)	(0,03)
. Résultat dilué par action	0,00	(0,01)	(0,03)
Total activités			
. Résultat de base par action	(0,10)	0,05	(0,19)
. Résultat dilué par action	(0,10)	0,05	(0,19)

NOTE 12. DIVIDENDES

Entre janvier et juin 2015, le Groupe n'a procédé à aucun versement de dividendes.

Notes sur le bilan consolidé

Pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, les notes sont présentées pour les actifs et les passifs des activités poursuivies.

Dans le cadre de l'explication des flux de la période, l'effet du reclassement des actifs et passifs des activités en cours de cession est présenté sur une ligne distincte «activités en cours de cession».

NOTE 13. GOODWILLS

Le tableau ci-dessous présente les variations de valeur des goodwills pour chaque Unité Génératrice de Trésorerie :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Acquisitions & ajustement de GW	Cessions	Variations de périmètres	Écarts de conversion	30 juin 2015
UGT - SPIE Ile de France Nord-Ouest	275 688					275 688
UGT - SPIE Est	91 943					91 943
UGT - SPIE Sud Est	195 360	749			445	196 554
UGT - SPIE Sud-Ouest	230 647					230 647
UGT - SPIE Ouest Centre	218 735					218 735
UGT - SPIE Communications	158 201					158 201
UGT - SPIE Holding GmbH	124 992	573				125 565
UGT - SPIE ICS	38 716	2 408				41 124
UGT - SPIE UK	187 947	48			2 705	190 700
UGT - SPIE Nederland	142 135	5 741				147 876
UGT - SPIE Belgium	77 762					77 762
UGT - SPIE Nucléaire	127 801					127 801
UGT - SPIE OGS	253 226					253 226
Total goodwill	2 123 153	9 519	-	-	3 150	2 135 822

Les mouvements liés aux « acquisitions & ajustements de goodwill » intervenus entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2015 sont relatifs :

- A la poursuite des travaux d'allocation pour SPIE Sud Est concernant l'acquisition de Vista Concept et Viscom System en juillet 2014 pour un montant de 749 milliers d'euros ;
- A la poursuite des travaux d'allocation pour SPIE Holding GmbH concernant l'acquisition de Fleischhauer Ingenieur-Buro en juin 2014 pour un montant de 573 milliers d'euros ;
- A la poursuite des travaux d'allocation pour SPIE ICS concernant l'acquisition de Connectis et Softix en Juillet 2014 pour un montant de 2 408 milliers d'euros; Aux travaux d'allocation pour SPIE Nederland concernant l'acquisition du groupe Numac en mai 2015 pour un montant de 5 741 milliers d'euros ;

Les mouvements liés aux écarts de conversion sont relatifs :

- À 445 milliers d'euros sur l'ensemble des sociétés suisses de l'UGT SPIE Sud Est ;
- et à 2 705 milliers d'euros d'écarts de conversion sur l'ensemble des entités de l'UGT SPIE UK.

NOTE 14. ACTIFS INCORPORELS

14.1. ACTIFS INCORPORELS – VALEURS BRUTES

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Marques	Carnets de commandes et relations clients	Autres	Total
Valeur Brute					
Au 31 décembre 2013	5 990	747 264	120 930	67 748	941 932
Effet des regroupements d'entreprises	21	7 144	26 229	372	33 767
Autres acquisitions	520	-	-	5 578	6 098
Cessions	(370)	-	-	(16)	(386)
Écarts de conversion	4	602	275	122	1 002
Autres mouvements	996	-	-	596	1 592
Actifs en cours de cession	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2014	7 161	755 010	147 434	74 401	984 006
Effet des regroupements d'entreprises	-	(1 608)	(2 141)	695	(3 054)
Autres acquisitions	375	-	-	2 942	3 317
Cessions	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	8	1 447	1 681	563	3 699
Autres mouvements	(1)	19	-	240	258
Actifs en cours de cession	-	-	-	(104)	(104)
Au 30 juin 2015	7 543	754 868	146 974	78 737	988 122

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Les marques comprennent principalement la valeur de la marque SPIE, d'une durée de vie indéfinie, qui fait l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

La marque SPIE est allouée à chaque Unité Génératrice de Trésorerie et valorisée sur la base d'un taux de redevance implicite exprimé en pourcentage du Chiffre d'Affaires contributif de chaque UGT au Groupe.

La ligne « effet des regroupements d'entreprises » relative aux marques et relative aux carnets de commande et aux relations clients correspond à la poursuite des travaux d'allocation du goodwill, donnant lieu à une diminution de la valeur de la marque de Connectis pour un montant de (1 608) milliers d'euros, du carnet de commande pour un montant de (302) milliers d'euros, et des relations clients pour un montant de (1 138) milliers d'euros. De même, la poursuite des travaux d'allocation sur Fleischhauer Ingenieur-Buro ont donné lieu à une réévaluation des relations clients pour un montant de (657) milliers d'euros et de (45) milliers d'euros sur les carnets de commandes.

Les « autres acquisitions » de 2 942 milliers d'euros correspondent à 2 171 milliers d'euros d'immobilisations incorporelles en cours de développement essentiellement sur SPIE GmbH ainsi qu'à 771 milliers d'euros dans diverses entités du Groupe.

14.2. ACTIFS INCORPORELS – AMORTISSEMENTS ET VALEURS NETTES

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Marques (a)	Carnets de commandes et relations clients (b)	Autres	Total
Amortissements					
Au 31 décembre 2013	(5 318)	(16 698)	(43 606)	(48 918)	(114 541)
Amortissement de la période	(592)	(24 626)	(25 431)	(5 076)	(55 725)
Reprise de provisions	-	-	-	-	-
Cessions	346	-	-	6	352
Écarts de conversion	(3)	(567)	(78)	(24)	(672)
Autres mouvements	(528)	-	-	238	(290)
Actifs en cours de cession	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2014	(6 095)	(41 890)	(69 116)	(53 774)	(170 875)
Amortissement de la période	(248)	(8 834)	(8 604)	(3 699)	(21 384)
Reprise de provisions	-	1 801	90	-	1 891
Cessions	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	(7)	(1 641)	(306)	(101)	(2 056)
Autres mouvements	-	-	-	0	0
Actifs en cours de cession	-	-	-	104	104
Au 30 juin 2015	(6 350)	(50 564)	(77 936)	(57 470)	(192 320)
Valeur nette					
Au 31 déc. 2013	672	730 566	77 324	18 830	827 391
Au 31 déc. 2014	1 066	713 120	78 319	20 626	813 131
Au 30 juin 2015	1 193	704 304	69 038	21 267	795 803

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Les amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles de la période comprennent :

- (a) L'amortissement des marques Juret pour 287 milliers d'euros (amortissement sur 10 ans), Veepee pour 167 milliers d'euros (amortissement sur 6 ans), Fleischhauer pour 219 milliers d'euros (amortissement sur 4 ans), et SPIE Matthew Hall pour 8 161 milliers d'euros dans le cadre du plan d'amortissement sur 3 ans initié au 1er septembre 2013.

La reprise sur amortissements de Connectis pour 1 801 milliers d'euros concerne la poursuite des travaux d'allocation sur le prix d'acquisition qui ont eu pour incidence une diminution de la valeur de la marque reconnue dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2014 et par conséquent une reprise de l'amortissement passé à ce titre, la marque « Connectis » ayant été amortie intégralement sur 2014.

- (b) L'amortissement de la valeur clientèle de Connectis pour 1 126 milliers d'euros, de SPIE GmbH pour 3 366 milliers d'euros, de Infrastructure Services & Projects pour 1 329 milliers d'euros, de l'activité d'ENS Limited pour 259 milliers d'euros, de GVDD pour 481 milliers d'euros, de Fleischhauer pour 420 milliers d'euros, ainsi que de Garside, Devis, SPIE Info Services et Klotz pour un montant total de 239 milliers d'euros.

Les amortissements de carnets de commandes de SPIE GmbH pour un montant de 1 296 milliers d'euros essentiellement, 87 milliers d'euros concernant les carnets de commandes de Connectis et de Fleischhauer au titre de la période, ainsi que (90) milliers d'euros d'ajustements liés aux travaux d'allocation du goodwill sur Connectis.

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2015, le capital social de SPIE SA se compose de 150 000 000 actions ordinaires, toutes de même catégorie, d'une valeur nominale d'environ 0,46 euro.

L'Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire de la société SPIE SA, ainsi que les deux Assemblées Spéciales des porteurs d'actions de préférence (respectivement de catégories A et B), toutes en date du 09 juin 2015, ont adopté les résolutions suivantes, portant modifications aux caractéristiques et montants du capital social et des réserves consolidées du Groupe :

- La division de la valeur nominale des actions ordinaires de la société SPIE SA, afin de la ramener de un euro (1€) à environ 0,46 euro par action ordinaire, et de la multiplication corrélative du nombre des actions ordinaires composant le capital social de la société SPIE SA, qui passent ainsi de 33.596.102 actions ordinaires à un nombre total de 72.449.303 ;
- Une première augmentation de capital en numéraire réservée à la société luxembourgeoise Clayax Acquisition Luxembourg 2 S.à r.l. par capitalisation de la totalité de la créance détenue sur SPIE SA par la société Clayax Acquisition Luxembourg 5 SCA, que cette dernière avait préalablement cédée à Clayax Acquisition Luxembourg 2 S.à r.l..

Cette augmentation de capital (prime d'émission incluse) s'est élevée à 173,4 millions d'euros et a donné lieu à l'émission de 10 511 677 actions ordinaires nouvelles ;

- La fusion entre la société SPIE SA, en qualité d'absorbante, et chacune des quatre sociétés du Management, en qualité d'absorbées, et qui portaient depuis 2011 l'actionnariat des cadres et dirigeants du Groupe à hauteur de 14,2% du capital social de la société SPIE SA.

L'application du rapport d'échange entre les actions de chacune des Sociétés du Management et celles de la société SPIE SA, compte tenu du prix d'introduction en bourse décidé le 09 juin 2015, a nécessité:

- o l'émission de 24.747.595 actions ordinaires nouvelles
- o l'annulation de 2.357.958 ADP A (Actions De Préférence A)
- o l'annulation de la totalité des 1.700.000 ADP B (Actions De Préférence B) existantes.

Ces opérations ont généré une réduction des capitaux propres d'un montant de 3,4 millions d'euros.

- Une deuxième augmentation de capital en numéraire réservée à la société luxembourgeoise Clayax Acquisition Luxembourg 2 S.à r.l. par capitalisation de la totalité de sa créance détenue sur SPIE SA, issue de la fusion entre la société SPIE SA et les sociétés du Management.

Cette augmentation de capital (prime d'émission incluse) s'est élevée à 2,7 millions d'euros et a donné lieu à l'émission de 160 710 actions ordinaires nouvelles.

- La fusion entre la société Clayax Acquisition 4 SAS, en qualité d'absorbée, et la société SPIE SA, en qualité d'absorbante, à l'issue de laquelle cette dernière détient 1.857.498 de ses propres actions ordinaires préalablement reçues par Clayax Acquisition 4 SAS dans le cadre de la fusion des Sociétés du Management.

Il a été procédé à l'annulation de l'intégralité de ces actions d'auto-contrôle, ce qui a donné lieu à une réduction des capitaux propres d'un montant total de 30,6 millions d'euros.

- L'échange avant annulation des 1 980 010 ADP A (Actions de Préférence A) encore existantes contre une rémunération en actions ordinaires nouvelles de la société SPIE SA, sur la base d'un rapport d'échange défini conformément au Prix d'Introduction en Bourse décidé le 09 juin 2015.

Cette opération n'a pas modifié le montant des Capitaux Propres du Groupe, mais a généré les mouvements de titres suivant :

- o l'émission de 1 563 971 actions ordinaires nouvelles
- o l'annulation des 1 980 010 ADP A (Actions De Préférence A)

A ce stade, il n'existait plus aucune action de préférence, le capital social de SPIE SA étant composé uniquement d'actions ordinaires d'une valeur nominale d'environ 0,46 euros.

L'introduction en bourse sur Euronext Paris en date du 10 juin 2015 s'est accompagnée d'une augmentation du capital (prime d'émission incluse) de SPIE SA d'un montant de 700 millions d'euros par émission de 42 424 242 actions ordinaires nouvelles. Des frais d'augmentation de capital, estimés à 20 millions d'euros à ce stade, ont été imputés pour un montant net d'impôt de 13,1 millions d'euros en réduction des capitaux propres.

A l'issue de l'ensemble de ces opérations, en date du 11 juin 2015, le capital social de la société SPIE SA est composé de 150 000 000 d'actions ordinaires. En date du 19 juin 2015, après exercice intégral de l'option de surallocation consentie par l'actionnaire Clayax Acquisition Luxembourg 1 S.à.r.l., la répartition de la détention du capital de SPIE SA est la suivante :

	Détention (après exercice de l'option de surallocation)
Total Consortium ⁽¹⁾	42,5%
Managers ⁽²⁾	13,6%
- dont Monsieur Gauthier Louette	1,6%
FCPE SPIE Actionnariat 2011	2,1%
Caisse de dépôt et placement du Québec ⁽³⁾	4,1%
Public	37,7%
Auto-détention	0,0%
Total	100,0%

⁽¹⁾ Clayax Acquisition Luxembourg 1 S.à.r.l. et Clayax Acquisition Luxembourg 5 SCA sont détenues à 63,4% par des fonds contrôlés, gérés ou conseillés par Clayton, Dubilier & Rice, 17,1% par des fonds contrôlés, gérés ou conseillés par Ardian et 19,5% par la Caisse des dépôt et placement du Québec.

⁽²⁾ Cadres et dirigeants, anciens et actuels, du Groupe précédemment actionnaires des sociétés SPIE 20RA, SPIE 20PP, SPIE 350RA et SPIE 350PP.

⁽³⁾ Participation détenue directement par la Caisse de dépôt et placement du Québec résultant de l'ordre de souscription soumis dans le cadre de l'introduction en bourse.

NOTE 16. PROVISIONS

16.1. PROVISIONS POUR AVANTAGES ACCORDÉS AU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent les indemnités de fin de carrière, les engagements de retraite et les autres avantages à long terme concernant principalement les médailles du travail.

Au 30 juin 2015, ces engagements sont réévalués à partir des projections réalisées au 31 décembre 2014.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc. 2014 Retraité*
Avantages postérieurs à l'emploi	265 114	244 278
Autres avantages accordés au personnel	15 589	15 099
Avantages accordés au personnel	280 703	259 377
	1^{er} Semestre 2015	1^{er} Semestre 2014 Retraité*
Charges comptabilisées au résultat de la période		
Avantages postérieurs à l'emploi	8 670	7 662
Autres avantages accordés au personnel	184	230
Avantages accordés au personnel	8 854	7 892

* Cf. Note 3.1

Les engagements des entités françaises représentent environ 50% de l'engagement total. Les 50% restants sont essentiellement constitués des engagements des filiales allemandes (30%), suisses (18%), néerlandaises et belges au titre de leurs régimes d'indemnités de fin de carrière.

16.2. AUTRES PROVISIONS

Les provisions incluent :

- Les provisions pour passifs éventuels identifiées spécifiquement dans le cadre des regroupements d'entreprises ;
- Les provisions pour risques fiscaux, nées de redressements de taxes envisagés par les administrations fiscales dans le cadre de contrôles fiscaux ;
- Les provisions pour restructuration ;
- Les provisions à caractère social et prudhommal ;
- Les provisions pour litiges en cours sur les contrats et activités des années précédentes.

La part à moins d'un an des provisions est présentée en « provisions courantes », au-delà de cette échéance les provisions sont présentées en « provisions non-courantes ».

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Écarts de conversion	Actifs en cours de cession	Var. de périmètre / divers	30 juin 2015
Passifs éventuels	6 856		(62)				6 794
Provisions pour impôts	14 387	1 831	(156)	92			16 154
Restructurations (a)	20 409		(5 163)	1			15 247
Litiges	52 398	3 500	(7 070)	139		37	49 004
Pertes à terminaison (b)	48 928	12 261	(13 853)	350		(5)	47 682
Provisions sociales & prudhommales	20 971	2 179	(4 675)	67			18 542
Garanties et réclamations sur les contrats terminés	31 472	7 475	(8 850)	284	(3)	8	30 386
Provisions pour risques & charges	195 422	27 246	(39 829)	933	(3)	40	183 809
. Courants	<i>115 499</i>	<i>16 048</i>	<i>(28 407)</i>	<i>382</i>	<i>(3)</i>	<i>3 835</i>	<i>107 354</i>
. Non courants	<i>79 923</i>	<i>11 198</i>	<i>(11 422)</i>	<i>551</i>		<i>(3 795)</i>	<i>76 455</i>

(a) Les provisions pour restructurations concernent principalement les coûts de restructuration liés à l'intégration de SPIE GmbH.

(b) La finalisation des travaux d'allocation du Goodwill relatif à l'acquisition de SPIE GmbH avait amené le Groupe à reconnaître dans les comptes du 30 juin 2014 des provisions pour pertes à terminaison d'un montant total de 33 057 milliers d'euros au titre de contrats déficitaires à date de prise de contrôle.

Ces provisions ont fait l'objet d'une consommation à hauteur de 14 014 milliers d'euros depuis leur constitution, dont 2 792 milliers d'euros sur le premier semestre 2015.

Les postes de provisions sont constitués d'un nombre élevé de lignes de valorisations de faible montant chacune. Les reprises de provisions correspondantes sont considérées utilisées.

Toutefois, les provisions identifiables de par leur montant significatif font l'objet d'un suivi en matière de montants encourus et imputés sur la provision.

Les reprises de provisions non utilisées s'élèvent à 1 078 milliers d'euros sur le premier semestre 2015.

La répartition en courant / non-courant par catégorie de provisions est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	Non courant	Courant
Passifs éventuels	6 794	6 794	-
Provisions pour impôts	16 154	4 115	12 039
Restructurations	15 247	-	15 247
Litiges	49 004	12 644	36 360
Pertes à terminaison	47 682	38 306	9 376
Provisions sociales & prudhommales	18 542	6 994	11 548
Garanties et réclamations sur les contrats terminés	30 386	7 602	22 784
Autres provisions	183 809	76 455	107 354

À titre comparatif, les variations des provisions comptabilisées au bilan du 31 décembre 2014 sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2013	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Écarts de conversion	Actifs en cours de cession	Var. de périmètre / divers	31 déc. 2014
Passifs éventuels	6 856						6 856
Provisions pour impôts	13 384	3 536	(2 710)	76		101	14 387
Restructurations	-	20 410	(196)	(1)		196	20 409
Litiges	59 248	13 765	(26 207)	118	4 958	516	52 398
Pertes à terminaison	16 916	14 689	(28 352)	125	105	45 444	48 928
Provisions sociales & prudhommales	17 201	10 050	(6 876)	50		547	20 971
Garanties et réclamations sur les contrats terminés	37 470	15 570	(12 737)	493		(9 324)	31 472
Provisions pour risques & charges	151 075	78 020	(77 078)	861	5 063	37 481	195 422
. Courants	90 529	59 835	(47 189)	562	5 063	6 698	115 499
. Non courants	60 546	18 185	(29 889)	299	-	30 783	79 923

La répartition en courant / non-courant par catégorie de provisions pour l'année 2014 est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Non courant	Courant
Passifs éventuels	6 856	6 856	-
Provisions pour impôts	14 387	3 459	10 928
Restructurations	20 409	-	20 409
Litiges	52 398	13 391	39 007
Pertes à terminaison	48 928	40 215	8 713
Provisions sociales & prudhommales	20 971	8 300	12 672
Garanties et réclamations sur les contrats terminés	31 472	7 703	23 769
Autres provisions	195 422	79 923	115 499

NOTE 17. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	31 déc. 2014
Stocks et créances			
Stocks nets		28 971	29 824
Créances clients	(a)	1 609 107	1 555 277
Créances d'impôt		17 356	13 965
Autres actifs courants	(b)	362 461	303 662
Autres actifs non-courants	(c)	8 956	8 789
Dettes			
Fournisseurs	(d)	(846 639)	(925 041)
Dettes d'impôt		(23 741)	(32 067)
Autres avantages accordés au personnel	(e)	(15 589)	(15 099)
Autres passifs courants	(f)	(1 227 119)	(1 273 049)
Autres passifs non-courants		(4 780)	(4 195)
Besoin en fonds de roulement		(91 017)	(337 934)

(a) Les créances clients intègrent les factures à établir.

(b) Les autres actifs courants sont principalement composés des créances fiscales et des charges constatées d'avance reconnues sur les contrats selon la méthode de l'avancement.

(c) Les autres actifs non-courants correspondent aux garanties de passifs exerçables. Elles représentent le montant identifié dans le cadre des regroupements d'entreprises, susceptible d'être contractuellement réclamé aux vendeurs.

(d) Les dettes fournisseurs intègrent les factures non parvenues.

- (e) Les autres avantages accordés au personnel correspondent aux médailles du travail.
- (f) Les autres passifs courants sont principalement composés des dettes fiscales et sociales et des produits constatés d'avance reconnus sur les contrats selon la méthode de l'avancement.

NOTE 18. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

18.1. TITRES NON CONSOLIDÉS

Il n'y a pas eu de variation significative des titres non consolidés.

18.2. TRÉSORERIE NETTE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin, la trésorerie nette et les équivalents de trésorerie du bilan se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015	31 déc. 2014
VMP - Équivalents de trésorerie	19 736	249 229
Titres immobilisés (courants)	-	-
Actifs financiers de gestion de trésorerie	19 736	249 229
Disponibilités et équivalents de trésorerie	252 051	260 903
Trésorerie et équivalents de trésorerie	271 785	510 132
(-) Découverts bancaires et intérêts courus	(20 625)	(19 558)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie du bilan	251 160	490 574
Trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession (a)	2 970	2 736
Intérêts courus non décaissés	205	289
Trésorerie de clôture du TFT	254 335	493 598

(a) Les disponibilités et équivalents de trésorerie excluent les disponibilités liées aux en cours de cession provenant essentiellement de Foraid Algérie pour un montant de 2 023 milliers d'euros, de Advago et SPIE Hellas Grèce pour un montant de 946 milliers d'euros et de SGTE Ingénierie pour un montant de 1 millier d'euros, soit un total de 2 970 milliers d'euros.

18.3. DÉTAIL DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

L'endettement financier se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014
Emprunts auprès des établissements de crédit				
Dette SPIE BondCo 3	(a)	-	-	375 000
Makewhole	(a)	-	-	43 968
Tranche B	(b)	-	558 024	558 024
Tranche C1 (ex Tranche A)	(b)	-	163 458	163 458
Tranche C2	(b)	-	228 293	228 293
Facility E	(b)	-	625 000	-
Obligations 2 nd Lien	(b)	-	185 600	-
Capex	(c)	-	100 000	100 000
Revolving (maturité 31 août 2017)	(d)	-	70 000	-
Facility A	(e)	1 125 000	-	-
Revolving (maturité 11 mai 2020)	(e)	170 000	-	-
Autres		454	492	820
Capitalisation des frais d'emprunts	(f)	(15 701)	(51 149)	(31 775)
Titrisation	(g)	254 678	225 268	300 000
Découverts bancaires				
Découverts bancaires		20 420	18 877	19 269
Intérêts courus sur les découverts		205	292	289
Autres emprunts et dettes financières				
Locations financières		11 861	12 568	12 738
Autres emprunts auprès de la société mère	(h)	-	168 029	552 619
Intérêts courus sur emprunts		-	2 948	59 693
Autres emprunts et dettes financières		4 781	5 203	8 337
Instruments financiers dérivés		1 919	16 761	14 675
Endettement financier		1 573 617	2 329 664	2 405 408
Dont :				
. Courant		444 761	316 660	1 182 236
. Non courant		1 128 856	2 013 004	1 223 172

L'endettement financier se décompose comme suit :

(a) SPIE BondCo3 avait émis un emprunt obligataire le 4 avril 2012 pour un montant nominal de 375 millions d'euros à échéance du 15 août 2019. Cet emprunt obligataire était rémunéré au taux d'intérêts de 11% payables chaque semestre en date du 15 février et 15 août de chaque année, et dont la première échéance de paiement a été acquittée en date du 15 août 2012. L'émetteur pouvait rembourser tout ou partie de l'emprunt avant le 15 août 2015, moyennant le paiement d'une prime de réparation (dit « Makewhole »).

La publication par SPIE BondCo 3 S.C.A., le 12 décembre 2014, d'une « Notice of election to redeem » a officialisé l'intention de l'émetteur des Obligations High Yield de rembourser par anticipation en date du 13 janvier 2015, l'intégralité de l'emprunt obligataire émis le 4 avril 2012, d'un montant en principal de 375 millions d'euros.

La « Notice of election to redeem » devant être contractuellement publiée 1 mois avant la date effective de remboursement, la date de publication du 12 décembre 2014 a déterminé la date du 13 janvier 2015 à laquelle le remboursement des Obligations High Yield s'est concrétisé.

(b) Dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, les emprunts Tranches B, C1, C2, Facility E et 2nd Lien qui présentaient un solde de 1 760,4 millions d'euros de nominal au 31 mars 2015 ont été résiliés. Le remboursement de ces emprunts a été effectué à la date du règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'admission des actions aux négociations sur le marché règlementé d'Euronext Paris, préalablement au dit règlement-livraison, soit le 11 juin 2015.

Les caractéristiques de ces emprunts remboursés le 11 juin 2015 étaient les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	Remboursement	Taux fixe / taux variable	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014
SGN Tranche B	In fine	variable - Euribor 1 mois +3,75%	-	558 024	558 024
SGN Tranche C1 (ex Tranche A)	In fine	variable - Euribor 1 mois +3,75%	-	163 458	163 458
SGN Tranche C2	In fine	variable - Euribor 1 mois +3,75%	-	228 293	228 293
Facility E	In fine	variable - Euribor 1 mois +4,00%	-	625 000	-
Obligations 2 nd Lien	In fine	variable - Euribor 1 mois (Floor 1%) +7,75%	-	185 600	-
Emprunts auprès des établissements de crédit			-	1 760 375	949 775

Le taux de marge de référence (applicable à l'Euribor 1 mois) était défini dans les covenants bancaires au niveau de la société de droit luxembourgeois SPIE BondCo3, holding indirecte du Groupe SPIE. Il était susceptible de variation en fonction du niveau trimestriel du « leverage ratio : (Net debt /LTM EBITDA) » tel que défini par le SFA (« Senior Facilities Agreement »).

(c) La ligne d'endettement ACF 1 de la société SPIE Operations pour un montant de 100 millions d'euros portant un intérêt au taux Euribor 1 mois +3,25% a également été remboursée à la date de règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, soit le 11 juin 2015, ainsi que la ligne ACF 2, tirée le 31 mai 2015, pour un montant de 7,5 millions d'euros portant un intérêt au taux Euribor 1 mois +3,75%.

(d) La ligne de crédit « Revolving » existante avant l'introduction en bourse de SPIE SA, qui présentait un solde de 70 millions d'euros au 31 mars 2015, a été résiliée et remboursée intégralement en date du 11 juin 2015.

(e) Suite à l'introduction en bourse, SPIE SA et Financière Spie ont contracté un nouvel emprunt à terme de premier rang (« Facility A ») d'une maturité de 5 ans, pour un montant de 1 125 millions d'euros de nominal au 11 juin 2015.

Ce nouveau contrat de crédit senior porte les caractéristiques suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	Remboursement	Taux fixe / taux variable	30 juin 2015
Facility A	In fine	Variable - Euribor 1 mois + 2.625%	1 125 000
Emprunts auprès des établissements de crédit			1 125 000

Une nouvelle ligne « Revolving Credit Facility (RCF) », d'une maturité de 5 ans, destinée à financer l'activité courante du Groupe ainsi que la croissance externe, a également été contractée le 11 juin 2015 pour un montant de 400 millions d'euros dont 170 millions d'euros tirés immédiatement.

Ces deux prêts, (« Facility A ») et « Revolving Credit Facility (RCF) », contractés en vertu du « Nouveau Contrat de Crédit Senior » daté du 15 mai 2015, portent intérêts à un taux variable indexé sur l'EURIBOR dans le cas d'avances libellées en euros, sur le LIBOR dans le cas d'avances libellées dans une devise autre que l'euro, et sur tous taux de référence approprié dans le cas d'avances libellées en couronnes norvégiennes, suédoises ou danoises ou en francs suisses, majoré dans chaque cas de la marge applicable. Les marges applicables sont les suivantes :

- pour la convention de prêt à terme de premier rang : entre 2,625% et 1,625% par an, selon le niveau du ratio de levier (Dette Nette / EBITDA) du Groupe au cours du dernier semestre clos ;

- pour la ligne de crédit revolving : entre 2,525% et 1,525% par an selon le niveau du ratio de levier (Dette Nette / EBITDA) du Groupe au cours du dernier semestre clos.

(f) Les passifs financiers sont présentés pour leur solde contractuel. Les coûts de transactions directement attribuables à l'émission des instruments financiers sont déduits, pour leur montant global, du montant nominal des dettes concernées. Le montant restant à amortir des emprunts précédents (cf. point (b)) et qui représentait au 31 mai 2015 un montant nominal de 51,1 millions d'euros a été intégralement reconnu en résultat au 11 juin 2015. Le solde au 30 juin 2015 s'élève à 15,7 millions d'euros et concerne les deux nouvelles lignes de crédit (cf. point (e)).

(g) Le programme de titrisation de créances de 350 millions d'euros mis en place en 2007 à échéance du 30 août 2017, a été renouvelé aux conditions suivantes :

- durée du programme de 5 années moins un mois à compter du 11 juin 2015 (sauf survenance d'un cas de résiliation anticipée ou d'une résiliation amiable) ;
- montant maximum du financement de 400 millions d'euros

Le montant du financement de Titrisation s'élève à 254,7 millions d'euros au 30 juin 2015.

(h) En août 2011, SPIE SA avait souscrit une dette d'un montant nominal de 461,7 millions d'euros qui portait intérêt à 8,00% auprès de sa mère directe Clayax Acquisition Luxembourg 5 (son actionnaire majoritaire). Les intérêts étaient capitalisés annuellement et payables « in fine », à la date de remboursement de l'emprunt dont l'échéance est fixée au 29 août 2020.

Le 13 janvier 2015, le remboursement partiel anticipé du Prêt accordé par Clayax Acquisition Luxembourg 5 a été effectué à hauteur d'un montant de 430,5 millions d'euros, en principal (293,7 millions d'euros) et intérêts (136,8 millions d'euros). Le 11 juin 2015, suite à l'introduction en bourse du Groupe, le montant résiduel de 168 millions de nominal et celui de 5,4 millions d'euros d'intérêts ont été portés au capital de la société SPIE SA par une augmentation en numéraire d'un montant total (prime d'émission incluse) de 173,4 millions d'euros. (cf. note 15).

18.4. ÉCHÉANCIER DES PASSIFS FINANCIERS

Les échéances des passifs financiers basées sur l'échéancier du remboursement du capital sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	< 1 an	2 à 5 ans	> 5 ans	30 juin 2015
Emprunts auprès des établissements de crédit				
Facility A		1 125 000		1 125 000
Revolving	170 000			170 000
Autres	102	352		454
Capitalisation des frais d'emprunts	(7 999)	(7 702)		(15 701)
Titrisation	254 678			254 678
Découverts bancaires				
Découverts bancaires	20 420			20 420
Intérêts courus sur les découverts	205			205
Autres emprunts et dettes financières				
Locations financières	5 043	6 769	49	11 861
Intérêts courus sur emprunts				0
Autres emprunts et dettes financières	393	4 322	66	4 781
Instruments financiers dérivés	1 919			1 919
Endettement financier	444 761	1 128 741	115	1 573 617

18.5. INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En 2013, le Groupe a acquis la société « Host GmbH (Hospital Service + Technik) » lors de l'acquisition de l'activité Services Solutions du groupe Hochtief GmbH. SPIE GmbH détient 25,1% de cette société et l'intègre par conséquent suivant la méthode de mise en équivalence.

Par ailleurs, suite à l'application de la norme IFRS 11, les sociétés Gietwalsonderhoudcombinatie (GWOC) BV et Cinergy SAS précédemment intégrées proportionnellement sont désormais consolidées suivant la méthode de la mise en équivalence.

La valeur comptable des titres détenus par le Groupe est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015*	31 déc. 2014*
Valeur des titres en début d'exercice	2 858	2 771
Regroupement d'entreprises	-	-
Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	113	437
Dividendes distribués	(175)	(350)
Valeur des titres en fin d'exercice	2 796	2 858

** sur la base des éléments disponibles de l'exercice 2013 pour l'entité Host GmbH*

Les données financières des sociétés du Groupe mises en équivalence sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2015*	31 déc. 2014*
Actifs non courants	18 055	18 088
Actifs courants	32 225	32 674
Passifs non courants	(24 677)	(21 612)
Passifs courants	(19 865)	(23 282)
Actifs nets	5 738	5 868
Compte de résultat		
Production	59 493	71 302
Résultat net	301	713

** sur la base des éléments disponibles de l'exercice 2013 pour l'entité Host GmbH*

NOTE 19. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

19.1. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe est principalement soumis à des risques de taux, de change et de contrepartie dans le cadre de ses activités d'exportation. Dans le cadre de sa politique de gestion des risques, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques liés à la fluctuation de taux d'intérêt et de cours de change.

Les principaux instruments financiers concernent les achats et ventes à terme pour couvrir les opérations en dollars américains et livres sterling, de même que des swaps de taux pour couvrir les risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt sur une partie de la dette.

Ces instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. Leurs valorisations sont de niveau 2 selon l'IFRS 13, car ils sont non cotés sur un marché organisé mais réalisés sur la base d'un modèle générique et de données observables sur des marchés actifs pour des transactions similaires.

19.2. RISQUE DE TAUX

Les actifs ou passifs financiers à taux fixes ne font pas l'objet d'opérations destinées à les transformer en taux variables. Les risques de taux sur des sous-jacents à taux variables font l'objet d'un examen au cas par cas. Lorsqu'il est décidé de couvrir ces risques ceux-ci sont couverts par SPIE Operations au travers d'une Garantie de Taux Interne aux conditions du marché.

En date du 17 novembre 2011, Clayax Acquisition 4, filiale indirectement détenue à hauteur de 100 % par SPIE SA, a décidé de mettre en place 10 nouveaux swaps de taux. Au 30 juin 2015, les 4 swaps existants au moment de l'introduction en bourse ont été annulés et ont donné lieu au versement d'une soulte d'un montant de 11 995 milliers d'euros.

Ces swaps couvraient en partie les tranches B, C1 et C2 partageant des caractéristiques similaires.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 13 relative à la prise en compte du risque de crédit dans la valorisation des actifs et passifs financiers, l'estimation réalisée pour les instruments dérivés est calculée à partir des probabilités de défaut issues des données de marché secondaire (notamment les spreads de crédit obligataire), auxquelles est appliqué un taux de recouvrement.

Au 30 juin 2015, l'effet du risque de crédit, appliqué conformément à IFRS 13, a été extourné au moment du solde des swaps en contrepartie d'une charge financière de DVA (Debit Value Adjustment).

Au 30 juin 2015, aucun swap de taux n'a été mis en place pour couvrir la nouvelle dette.

19.3. RISQUE DE CHANGE

Les risques de change de transactions des filiales françaises sont gérés de façon centralisée par la holding intermédiaire SPIE Operations :

- au travers d'une Convention de Garantie de Change Interne pour les flux en devises correspondant à des opérations 100 % Groupe SPIE,
- en intermédiation pour les flux en devises correspondant à des opérations en participation.

Dans les deux cas SPIE Operations se couvre sur le marché par la mise en place de contrats à terme. D'autre part, concernant les appels d'offres, les risques de change sont également couverts à chaque fois que possible à travers des polices COFACE.

Les principaux risques de change du Groupe portent sur le dollar américain et la livre sterling.

Les contrats de change à terme correspondent principalement à la couverture de change du dollar au 18 mai 2015 et représentent un montant de 1 055 milliers de dollars pour les achats à terme et 18 662 milliers de dollars pour les ventes à terme.

Un nouveau tirage de 20 000 milliers de livres sterling sur le contrat de prêt signé pour une durée de 3 ans avec SPIE UK a été fait le 9 décembre 2012 avec un remboursement prévu au plus tard le 9 décembre 2015.

Pour couvrir ce remboursement, SPIE Operations a conclu deux contrats de vente à terme d'un montant de 10 000 milliers de livres sterling à échéance du 9 septembre 2015.

USD <i>En milliers d'euros</i>	Montant en devise d'engagement	Conversion au taux historique (a)	Cours moyen risque exposé	Contrevaleur au cours fixing (b)	Écart potentiel brut (a) - (b)
Risque commercial					
Factures export	18 465	(15 319)	1,205	(16 213)	895
Factures import	(1 055)	949	1,111	926	23
Risque commercial net	17 411	(14 369)	1,205	(15 287)	918
Risque financier					
Engagement de Vente à Terme	(18 662)	15 473	1,206	16 386	(913)
Solde bancaire débiteur	-	-	-	-	-
<i>Risque Financier débiteur</i>	<i>(18 662)</i>	<i>15 473</i>	<i>1,206</i>	<i>16 386</i>	<i>(913)</i>
Engagement d'Achat à Terme	1 055	(940)	1,122	(926)	(14)
Solde bancaire créditeur	254	(217)	1,169	(223)	6
<i>Risque Financier créditeur</i>	<i>1 308</i>	<i>(1 157)</i>	<i>1,131</i>	<i>(1 149)</i>	<i>(8)</i>
Risque financier net	(17 353)	14 316	1,206	15 237	(920)
Position nette hors options	57	(53)	1,205	(50)	(2)

La juste valeur des achats et ventes à terme en USD est de +54 milliers d'euros à l'actif et de (1 542) milliers d'euros au passif au 30 juin 2015, revalorisée en contrepartie des autres réserves (qualifiée de couverture de flux futurs).

Les couvertures du risque de change sur le dollar américain (qualifiées comptablement de couvertures cash-flow hedge) ont un impact en réserves au 30 juin 2015 de (939) milliers d'euros au titre de la comptabilité de couverture.

Une variation de +/- 10 % du cours du dollar américain aurait un impact de (1 370) milliers d'euros ou +1 674 milliers d'euros sur le compte de résultat financier et de (1 405) milliers d'euros ou +1 718 milliers d'euros sur les capitaux propres.

GBP <i>En milliers d'euros</i>	Montant en devise d'engagement	Conversion au taux historique (a)	Cours moyen risque exposé	Contrevaleur au cours fixing (b)	Écart potentiel brut (a) - (b)
Risque commercial					
Emprunt avance en c/c	46 050	(60 720)	0,758	(63 343)	2 622
Factures export	301	(416)	0,723	(414)	(2)
Factures import	-	-	-	-	-
Risque commercial net	46 351	(61 137)	0,758	(63 757)	2 620
Risque financier					
Engagement de Vente à Terme sur Prêt	(30 000)	40 695	0,737	41 265	(571)
Engagement de Vente à Terme	-	-	-	-	-
Solde bancaire débiteur	-	-	-	-	-
<i>Risque Financier débiteur</i>	<i>(30 000)</i>	<i>40 695</i>	<i>0,737</i>	<i>41 265</i>	<i>(571)</i>
Engagement d'Achat à Terme	-	-	-	-	-
Solde bancaire créditeur	-	-	-	-	-
<i>Risque Financier créditeur</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Risque financier net	(30 000)	40 695	0,737	41 265	(571)
Position nette hors options	16 351	(20 442)	0,800	(22 491)	2 049

La juste valeur des achats et ventes à terme en GBP est de (376) milliers d'euros au passif au 30 juin 2015, revalorisée en contrepartie du résultat de change financier.

Les couvertures du risque de change sur le sterling (non qualifiées comptablement mais utilisées en couvertures économiques) ont eu un impact en résultat au 30 juin 2015 de (523) milliers d'euros.

Une variation de +/- 10 % du cours de la livre sterling aurait un impact de (2 045) milliers d'euros ou +2 499 milliers d'euros sur le compte de résultat financier.

Le montant estimé au titre de l'impact du risque de crédit sur les dérivés de change au 30 juin 2015 est non significatif (idem pour sa variation sur l'année 2015 en cours).

19.4. RISQUE DE CONTREPARTIE

Le Groupe n'a pas de risque de contrepartie significatif.

19.5. RISQUE DE LIQUIDITE

Au 30 juin 2015, le montant non utilisé de la ligne « Revolving Credit Facility (RCF) » s'élève à 230 millions d'euros.

Le Groupe possède un programme de cession de créances commerciales dont les caractéristiques sont les suivantes :

Douze filiales du Groupe participent en qualité de cédantes au programme de cession à un Fonds Commun de Titrisation dénommé « SPIE Titrisation ».

SPIE Operations intervient dans ce programme de titrisation en qualité d'Agent centralisateur pour le compte du Groupe vis-à-vis de la banque dépositaire.

Ce programme de cession de créances prévoit pour les sociétés participantes de céder en pleine propriété au Fonds Commun de Créances SPIE Titrisation leurs créances commerciales permettant l'obtention d'un financement d'un montant total maximum de 400 millions d'euros.

L'utilisation de ce programme est assortie de clauses de remboursement anticipé de certains emprunts bancaires.

Au 30 juin 2015, les créances cédées représentent un montant de 477,3 millions d'euros, pour un financement obtenu de 254,7 millions d'euros.

Autres notes

NOTE 20. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions significatives entre parties liées au cours de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, ni de modification significative des transactions entre parties liées décrites dans l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

NOTE 21. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

21.1. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE LOCATION

Les engagements relatifs aux contrats de location simple s'élevaient en décembre 2014 à 401,9 millions d'euros. Il n'y a pas eu d'évolution significative du montant de ces engagements durant le premier semestre 2015.

21.2. GARANTIES OPÉRATIONNELLES

Dans le cadre de ses activités, le Groupe SPIE est amené à fournir un certain nombre d'engagements que ce soit des garanties d'exécution des travaux, de remboursement d'avances, de remboursement de retenues de garantie ou des garanties de maison mère. Par ailleurs, il n'y a pas eu d'évolution significative des engagements reçus depuis la clôture du 31 décembre 2014.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin, 2015	31 déc, 2014
Engagements donnés		
Garanties bancaires	392 352	421 179
Garanties assurances	196 705	210 929
Garanties maison mère	353 086	364 220
Total engagements donnés	942 143	996 328

21.3. NANTISSEMENT DES TITRES DE PARTICIPATION

Dans le cadre de l'introduction en bourse et de la mise en place d'un nouveau financement, tous les nantisements pris sur les titres de participation des filiales directes et indirectes de SPIE SA ont fait l'objet d'une mainlevée en date du 11 juin 2015 ; il n'existe donc aucun nantissement de titres de participation à la date du 30 juin 2015.

NOTE 22. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

En date du 17 juillet 2015, le Groupe SPIE a signé un contrat de cession de la société SPIE Hellas SA située en Grèce. (cf. Note 10)

Cette cession sera définitivement réalisée à la levée des conditions suspensives en vigueur.

En date du 22 juillet 2015, le Groupe SPIE a complété l'acquisition de la société Leven Energy Services. Avec un chiffre d'affaires de 53 millions d'euros en 2014, Leven Energy Services est un prestataire de service d'ingénierie et d'utilitaires pour la distribution des opérateurs de réseau au Royaume-Uni.

SPIE
Parc Saint-Christophe
95863 CERGY-PONTOISE CEDEX
FRANCE
Tél. : +33 (0)1 34 24 30 00



www.spie.com

Ce document éco-responsable est imprimé à la demande à partir de sa version virtuelle en ligne, limitant l'usage du papier, de l'énergie et des produits chimiques au juste nécessaire.

